

2016

Rapport  
du budget primitif

.....

MAIRIE DE



TOULOUSE

[www.toulouse.fr](http://www.toulouse.fr)

# Sommaire

## Équilibre budgétaire

- P.4** Préambule
  - P.5** L'équilibre du budget
  - P.7** Le Fonctionnement
  - P.16** L'Investissement
  - P.18** La présentation du budget par politique publique
- 

## Toulouse ville créative

- P.20** Attractivité et rayonnement
  - P.21** Soutien aux acteurs culturels locaux
  - P.22** Lecture publique
  - P.23** Patrimoine et musées
  - P.24** Musique et spectacle vivant
  - P.25** Communication externe
- 

## Toulouse ville responsable

### ORGANISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

- P.28** Stationnement
- P.29** Marchés et occupation du domaine public
- P.30** Cimetières
- P.31** Éclairage public
- P.32** Opérations d'aménagement
- P.33** Écologie urbaine et climat
- P.34** Espaces verts
- P.35** Gestions des voies d'eau

### PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

- P.38** Démocratie locale
  - P.39** Lutte contre les discriminations
  - P.40** Services à la population
  - P.41** Police municipale
- 

## Toulouse ville solidaire

- P.44** Éducation
  - P.45** Cuisine centrale
  - P.46** Petite enfance
  - P.47** Enfance loisirs
  - P.48** Animation socioculturelle
  - P.49** Renforcement du lien social
  - P.50** Logement
  - P.51** Centre communal d'action sociale
  - P.52** Développement social
  - P.53** Seniors
  - P.54** Hygiène et santé
  - P.55** Sports
- 

## Moyens et modernisation de l'action publique

- P.58** Ressources humaines
  - P.59** Gestion des bâtiments communaux
  - P.60** Schéma directeur immobilier municipal
  - P.61** Systèmes d'information
- 

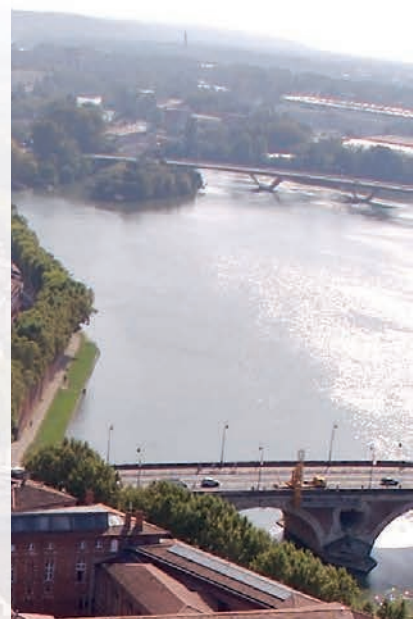
## Thématique transversale : le Grand Projet de Ville (GPV)

- P.63** Le Grand Projet de Ville
-



# Équilibre budgétaire

- P.4** Préambule
- P.5** L'équilibre du budget
- P.7** Le Fonctionnement
- P.16** L'Investissement
- P.18** La présentation du budget par grande politique publique





# Préambule

Le budget 2016 est un budget charnière : il acte en effet le transfert de la Ville vers la métropole des équipements à vocation culturelle et sportive définis d'intérêt métropolitain,

De la même façon, au titre des compétences facultatives le service des pompes funèbres et le Centre de congrès Pierre Baudis seront désormais métropolitains.

Cela signifie qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le budget de la Ville de Toulouse sera constitué de son seul budget général.

Toutefois, afin d'assurer la lisibilité de la transition entre 2015 et 2016, la présentation des données sera retraitée (autant que faire se peut), afin d'isoler les éléments financiers afférents à ces transferts, et permettre ainsi de maintenir une comparaison à isopérimètre. Cette méthode est destinée à montrer le respect de la nouvelle trajectoire financière, présentée en 2014.

Au titre du budget principal, ces transferts représentent près de 37,46 M€ de dépenses de fonctionnement et 3,33 M€ de recettes de fonctionnement.

Comme lors de tout transfert d'équipements ou de compétence, et en vertu des dispositions du code général des impôts, l'attribution de compensation viendra les neutraliser financièrement.

Au stade de la présentation du budget primitif, il s'agit d'une stricte neutralisation « comptable », qui prend en compte les dépenses et les recettes du seul exercice 2016. Bien évidemment, ces dépenses et recettes « transférées » seront inscrites et proposées au vote dans le budget de la Métropole.

Courant 2016, une évaluation financière complète selon les principes méthodologiques présentés et approuvés lors de la séance du 25 septembre 2015 de la commission locale d'évaluation du transfert de charges sera présentée ; l'attribution de compensation reçue par la Ville de Toulouse et celle versée par la Métropole sera alors ajustée en conséquence.

# L'équilibre du budget

L'équilibre du budget 2016 est ici présenté à iso périmètre afin de pouvoir le situer dans le cadre de la nouvelle trajectoire financière définie en 2014.

L'épargne nette cible définie dans le cadre de la prospective financière (donc en prenant en considération les comptes administratifs anticipés et non des budgets prévisionnels) était de 33 M€.

Pour 2016, la prévision d'épargne brute prévisionnelle s'élève à 29 M€ et l'épargne nette ressort à 21 M€.

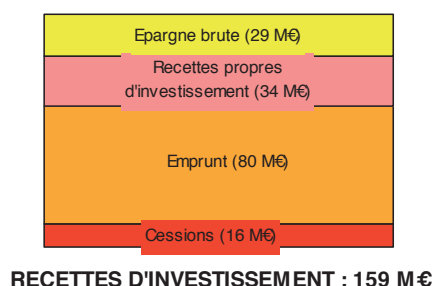
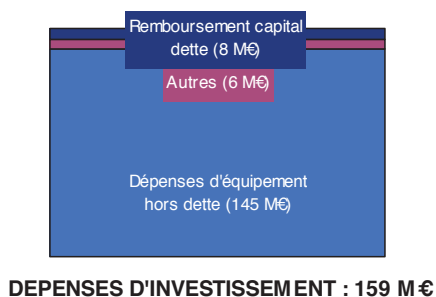
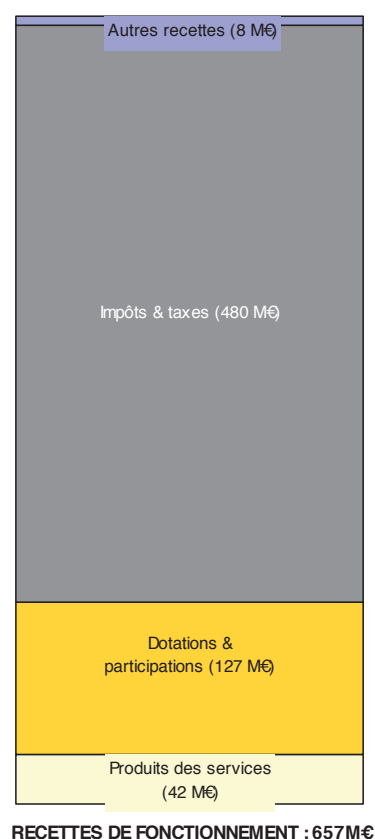
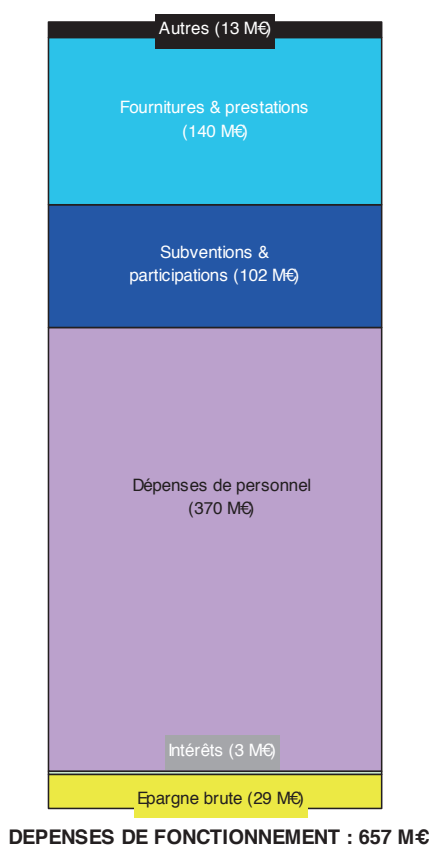
Toutefois, il convient de préciser qu'aucun rôle supplémen-

taire n'a été inscrit au budget 2016. Or, selon les exercices, il est constaté de 1 à 3 M€ de ressources complémentaires liées aux rôles complémentaires.

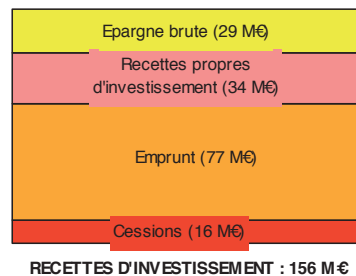
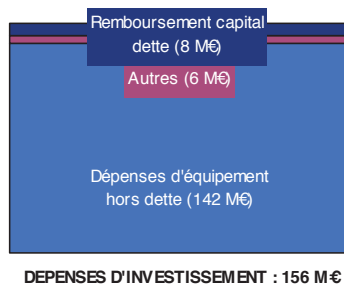
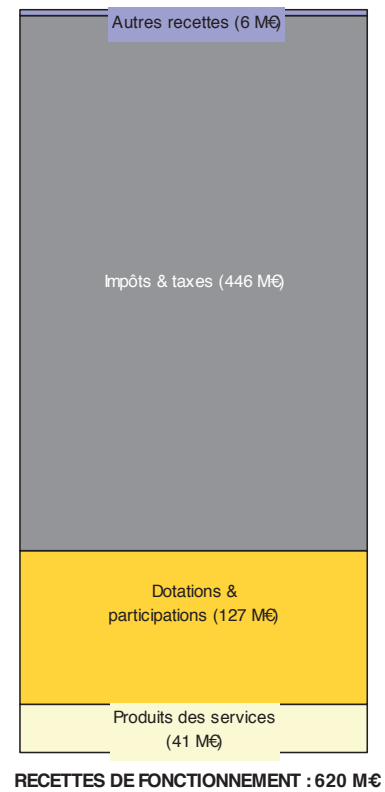
De la même façon la revalorisation physique des bases fiscales a été estimée prudemment.

En matière de dépenses, de BP à BP, les dépenses de personnel ne croissent que de près de 1%, conformément aux engagements forts d'économies pris l'an passé. Pour mémoire au BP 2014, ces dépenses croissaient de 3,6%.

## L'équilibre du budget à iso périmètre



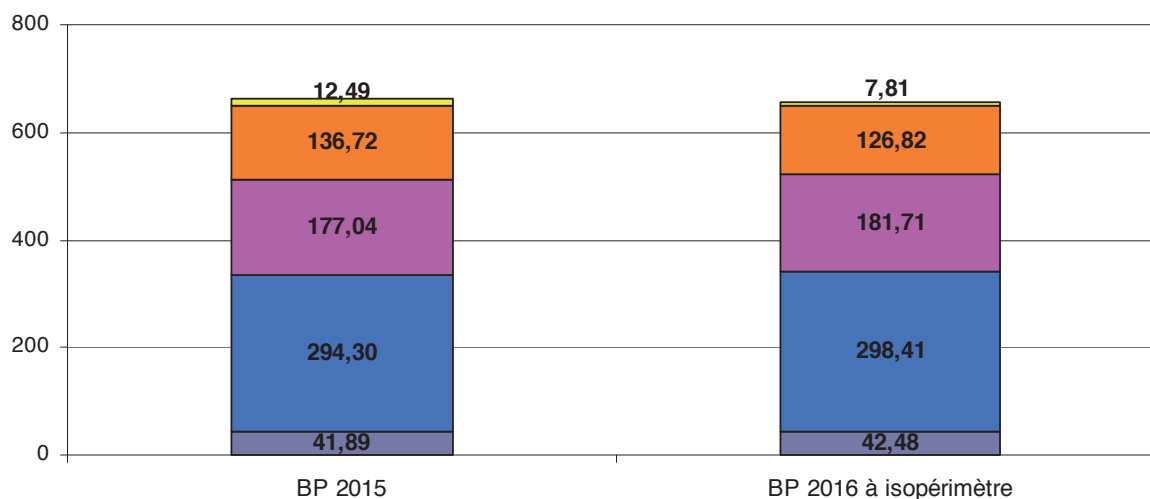
## L'équilibre du budget après transferts



# Le Fonctionnement

## 1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A iso périmètre, les recettes de fonctionnement baissent de 5,2 M€ (soit 0,78%), passant de 662,43 M€ en 2015 à 657,23 M€ en 2016, comme l'atteste ce diagramme.

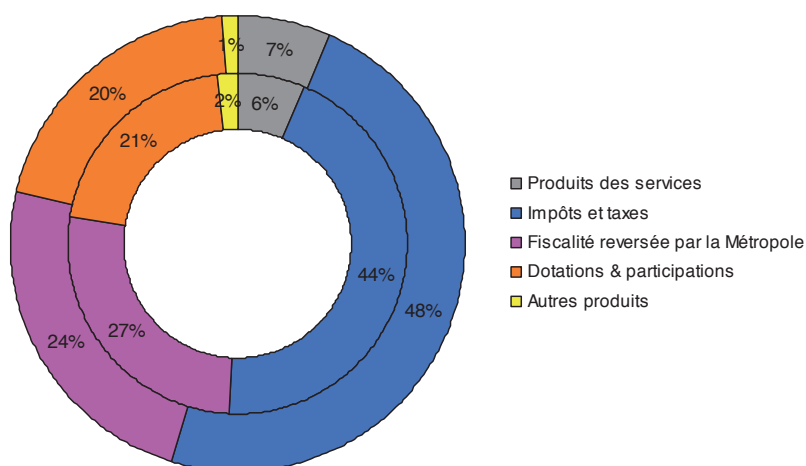


Le graphique ci-dessous permet de présenter la nouvelle structure de recettes suite à l'intégration des transferts d'équipements :

- Au centre, la répartition issue du budget 2016, donc avant transfert
- A l'extérieur la répartition issue du budget 2016, donc après transfert

Le transfert des dépenses de fonctionnement étant neutralisé par l'attribution de compensation, il est logique que la part de la fiscalité reversée par la Métropole diminue : elle passe ainsi de 27% des recettes réelles de fonctionnement à 24%.

Les impôts et taxes représentent désormais près de la moitié des ressources (48%) contre 44% au BP 2015.



## A / Les dotations et les participations

Passant de 136 M€ à 126 M€, ce sont donc **10 M€ de recettes** de moins qui sont enregistrées au titre du chapitre budgétaire « dotations et participations », soit une diminution de près de 8%.

### ► L'évolution des concours financiers de l'Etat.

Les débats relatifs à l'examen de la loi de finances 2016 se poursuivent tant au Parlement qu'au Sénat, et le contour de certaines dispositions n'est pas encore stabilisé, notamment celles concernant la péréquation (le vote de la loi de finances 2016 interviendra en toute fin d'année 2015).

Toutefois, une certitude est acquise : le maintien de la baisse brutale des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales dans le cadre du programme de stabilité triennal (-3,667 Mds€ pour 2016, à l'instar de 2015).

Le graphique ci-après retrace la perte de recettes de dotations (agrégation de la dotation globale de fonctionnement et des dotations de péréquation) et de compensations fiscales par rapport à l'exercice 2013, pris comme point de référence.

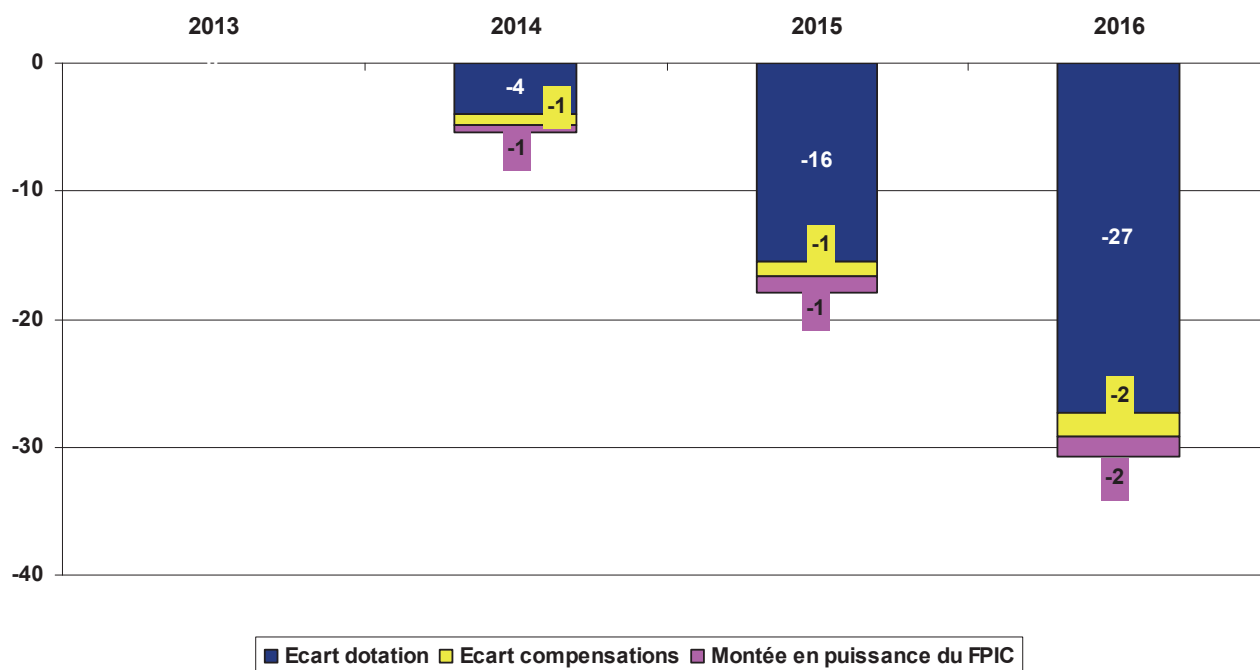
En effet, avant le programme de stabilité triennal 2015-2017, la loi de finances 2014 avait imposé une première participation des collectivités à l'effort de réduction de la dépense publique de 1,5 Md€. Il est donc logique de prendre 2013 comme point de comparaison.

D'un strict point de vue comptable, la contribution de la Ville au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales est une dépense. Toutefois, il est plus cohérent d'analyser ce dispositif de péréquation dite horizontale en lien avec les dispositifs de péréquation verticale, comme la Dotation Globale de Fonctionnement.

Ainsi, depuis 2013, la Ville a perdu 54 M€ de ressources si l'on ajoute à la baisse des dotations de l'Etat, l'activation du fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales et la baisse des compensations fiscales. 54 M€ c'est l'équivalent de 20 crèches ou de 5 groupes scolaires sacrifiés.

Comme l'atteste le graphique ci-après, l'ampleur et la brutalité de la baisse des ressources de la Ville sont sans précédent.

**Baisse des dotations de 2013 à 2016**





## Evolution des dotations, des compensations fiscales et du FPIC de 2013 à 2016

	2013	2014	2015	2016	Écart 2016/2013	Pertes cumulées depuis 2013
<b>1. Dotations</b>						
Dotation forfaitaire	91	87	76	64	-27	-47
Dotation de solidarité urbaine	5	5	5	5	0	0
Dotation nationale de péréquation	4	5	4	4	0	0
<b>Total dotations</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>85</b>	<b>74</b>	<b>-27</b>	<b>-47</b>
<b>2. Compensations</b>						
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	4	3	2	1	-2	-5
État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	2	1	1	1	-1	-2
État - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	8	8	9	10	1	3
<b>Total des compensations</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-2</b>	<b>-4</b>
<b>3. Le FPIC</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-3,5</b>
<b>Total dotations et compensations et FPIC</b>	<b>114</b>	<b>108</b>	<b>96</b>	<b>83</b>	<b>-31</b>	<b>-54</b>

La dotation forfaitaire est par définition la part qui a subi la plus forte baisse, enregistrant un recul de près de 30%.

Le budget 2016 a été bâti avec une projection à l'identique de la dotation de solidarité urbaine, (5,2M€) et une dotation nationale de péréquation quasi stable à hauteur de 4 M€.

Or, le projet de loi de finances tel que débattu actuellement, propose que la suppression de la Dotation nationale de Péréquation vienne abonder une dotation de solidarité urbaine resserrée.

La Ville de Toulouse est actuellement classée au 536<sup>ème</sup> rang

(notification DSU 2015). Elle devrait donc bénéficier d'une revalorisation de cette dotation.

Bien qu'il soit toujours difficile de réaliser des simulations sur des dispositions en cours de discussions et donc non stabilisées, si le texte était voté en l'état cela se traduirait très probablement par une recette complémentaire d'environ 1,5 M€ pour la Ville de Toulouse.

Si cela devait se confirmer les crédits seraient ajustés en conséquence en 2016, après notification de ces différents éléments et donc lors d'une prochaine étape budgétaire.

### ► Les autres participations

Ces autres participations s'élèvent à 41 M€ pour 2016, contre 39 M€ en 2015, soit une progression de 6,67%.

Ce poste regroupe des éléments assez disparates.

Le poste le plus important se compose des participations reçues dans le cadre des dispositifs partenariaux avec la Caisse d'Allocations Familiales. Elles progressent de 3,75 M€ passant en effet de 30 M€ au budget 2015 à 33,75 M€ pour 2016.

Ce partenariat se répartit majoritairement en 4,4 M€ pour les CLAE, 15 M€ pour le contrat enfance et jeunesse (qui augmente à lui seul de 2,4 M€) et 12,5 M€ pour la petite enfance.

Des participations émanant de l'Etat qui restent stables, notamment :

- la dotation de décentralisation : 2 M€
- la dotation pour titres sécurisés : 0,11 M€,

- la dotation de recensement : 0,10 M€

- le fonds de soutien aux communes pour les rythmes scolaires : 1,6 M€

C'est également au sein de cet item, qu'est imputée la prise en charge d'une partie des charges salariales des emplois d'avenir (75% du salaire brut). Ce poste est en forte progression (+22%), il passe en effet de 1,25 M€ au BP 2015 à 1,53 M€ pour 2016, traduisant le choix de la collectivité d'accentuer son recours à ce dispositif.

En effet pour l'année 2016, il est prévu environ 70 nouveaux emplois d'avenir, essentiellement pour le secteur de l'éducation et de la petite enfance. Compte tenu des sorties programmées de ce dispositif et des nouvelles entrées, un pic à près de 130 emplois avenir est attendu à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

## B / Le produit de la fiscalité locale

Représentant environ la moitié des ressources de la Ville, le produit de la fiscalité directe locale est prévu à hauteur de 255 M€ pour le budget 2016, contre 250,8 M€ inscrits au budget 2015, soit une progression de 1,67%.

Cette estimation intègre plusieurs éléments :

### ■ Stabilité des taux municipaux,

- Une revalorisation forfaitaire nationale à 0,9% (si la loi de finances pour 2016 est votée en l'état, ce coefficient sera de 1%),
- Une progression physique des bases de taxe d'habitation évaluée à 1,2%, et à 1,9% pour le foncier bâti et stable pour le foncier non bâti,
- Une estimation d'un produit de 1 M€ au titre de la majoration de la cotisation de taxe d'habitation des résidences secondaires,
- Aucune inscription de rôles supplémentaires.

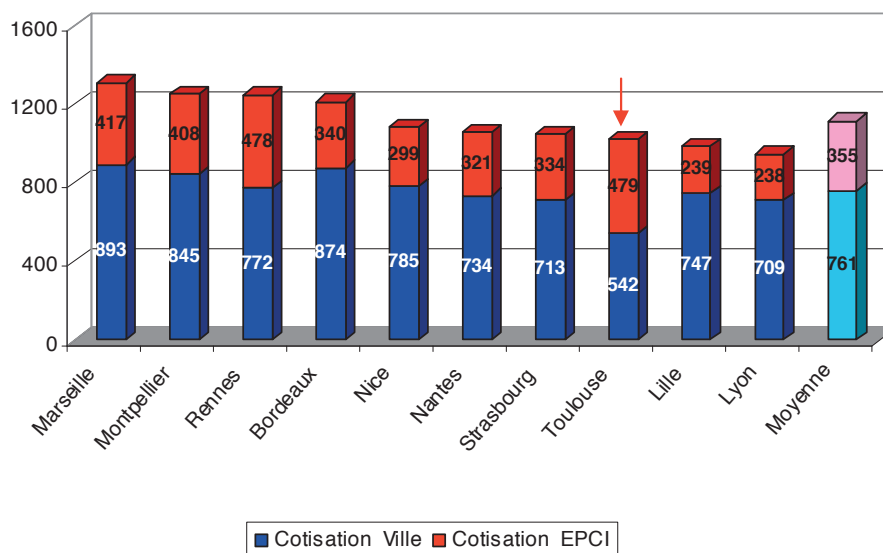
Cette projection sera actualisée en mars 2016 lors de la notification des bases prévisionnelles de fiscalité locale, et une décision modificative viendra réajuster ces prévisions.

Les deux graphiques ci-dessous représentent pour la taxe d'habitation et pour la taxe sur le foncier bâti, le montant de cotisation calculé sur la base des taux 2015 pour un couple avec deux enfants habitant un logement dont la valeur locative est égale à 1,5 fois la valeur locative moyenne des logements de la commune.

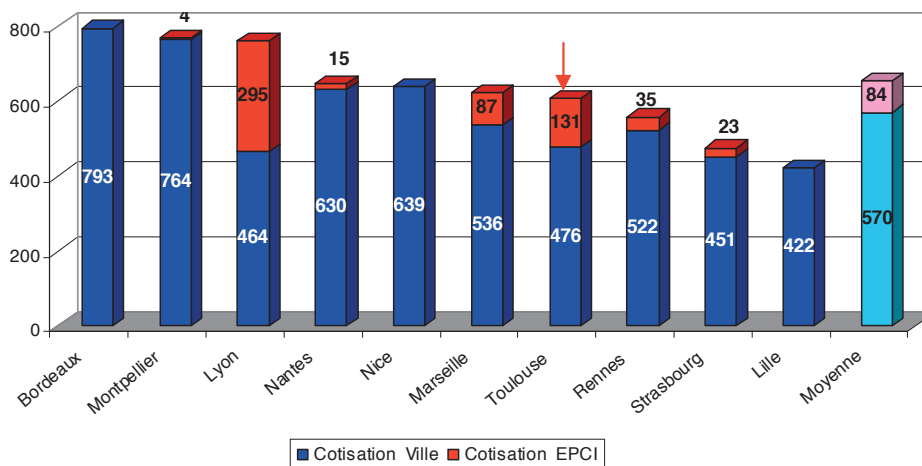
Plus complet qu'une simple mise en perspective des seuls taux de fiscalité cumulée, ce graphique intègre les politiques d'abattement.

Comme évoqué lors du débat d'orientations budgétaires, Toulouse se situe dans la moyenne inférieure des 10 plus grandes communes hors Paris.

Évaluation de la taxe d'habitation 2015 en €



Évaluation de la taxe sur le foncier bâti 2015 en €



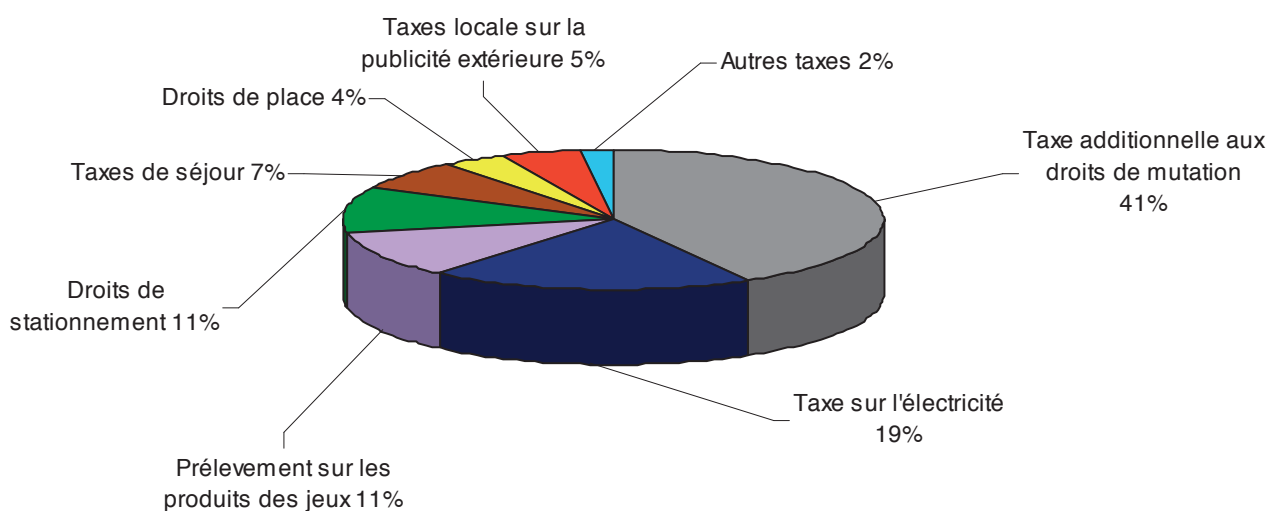
Source : forum pour la gestion des Villes et des Collectivités Territoriales

## C / Le produit de la fiscalité indirecte et les autres taxes locales

Entre 2015 et 2016, le produit estimé de la fiscalité indirecte est au global relativement stable à 43,4 M€, mais ce constat d'apparente stabilité recouvre des situations diverses.

- Le **produit des droits de mutation** a été diminué de 1 M€ au vu de l'exécution constatée. Il se situe à 18 M€ contre 19 M€ antérieurement et représente à lui seul 42% du produit de la fiscalité indirecte locale.
- Une progression de près de 5% est attendue pour les **droits de stationnement**, qui passeraient ainsi de 4,4 M€ à 4,6 M€, compte tenu de l'extension et de la modernisation du parc horodateurs.
- Pour 2016, la **taxe locale sur la publicité extérieure** est en augmentation de près de 15%, traduisant en année pleine l'impact des nouvelles règles de calcul proposées en 2015. La prévision s'établit à 2 M€ pour 2016 contre 1,75 M€ en 2015.
- Le produit lié afférent à la **taxe sur la consommation finale d'électricité** reste stable à 8,4 M€. Son assiette est basée sur la consommation réelle d'électricité sur le territoire communal et son taux est indexé sur l'inflation. Les efforts des toulousains en matière de gestion énergétique de leurs résidences se traduisent, comme globalement en France, par la baisse de la consommation annuelle d'électricité, expliquant ainsi l'anticipation d'un gel de cette ressource.
- La **taxe de séjour** est également en nette progression. De BP à BP, le produit relatif à cette taxe est en effet en augmentation de près de 30% : il est attendu à hauteur de 2,9 M€ contre 2,3 M€ au budget primitif 2015. Toutefois dès 2015, une décision modificative a ajusté le produit attendu à hauteur de 2,9 M€, pour intégrer la nouvelle stratégie tarifaire. Il convient en outre de préciser que ce produit est intégralement reversé à l'Office du Tourisme pour ses actions de promotion en faveur de la Ville de Toulouse. Grâce à cette augmentation, la subvention de 675 K€ versée par la Ville à l'Office du Tourisme a pu ainsi être supprimée en 2015. Pour 2016, de la même façon, aucune subvention envers l'Office du Tourisme n'est inscrite au budget.
- Le **prélèvement sur le produit des jeux** dans les casinos avec un produit attendu à hauteur de 5 M€ est en légère diminution par rapport à l'année écoulée (5,3 M€).

Répartition de la fiscalité indirecte locale pour 2016



**89%** du produit de la fiscalité indirecte locale est assuré par les 5 taxes suivantes : les droits de mutation, la taxe sur

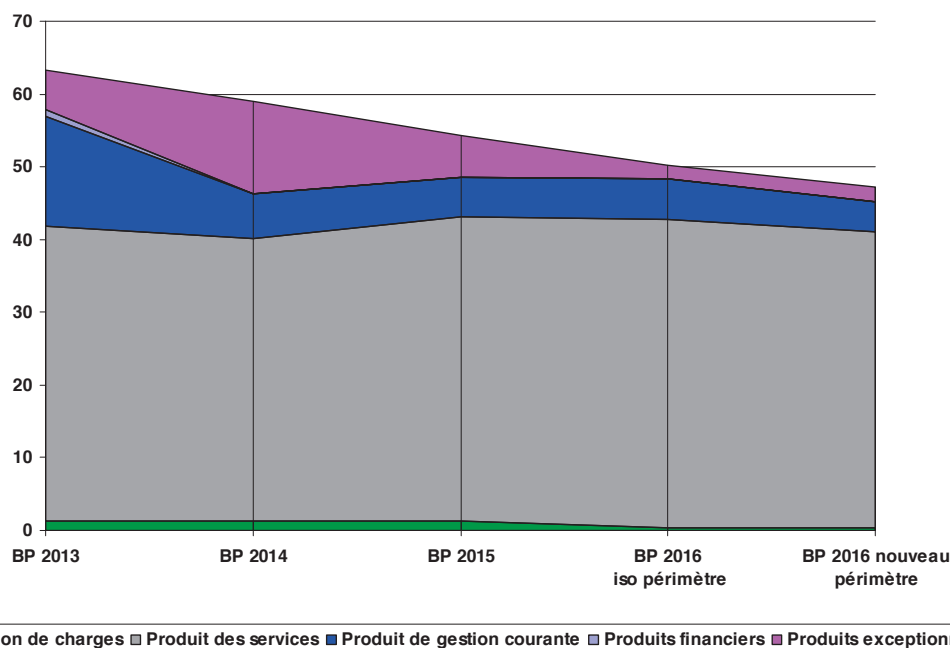
l'électricité, le produit des jeux, les droits de stationnement et la taxe de séjour.



## D / Les autres produits de fonctionnement

Depuis 2013, les autres produits de fonctionnements de BP à BP ont diminué de près de 25%.  
Comme l'atteste le graphique ci-dessous hormis les produits des services, tous les autres postes sont en diminution.

Evolution des autres produits de fonctionnement (en M€)



Les autres recettes regroupent des produits assez disparates.

A iso périmètre, les principales baisses à relever sont : la baisse de la redevance versée par le casino pour 500 K€, la non reconduction d'un montant de 2,7 M€ pour des indemnités de sinistre, ainsi qu'une somme de 1 M€ inscrite au BP 2015 puis annulée au BS 2015 de recette exceptionnelle en provenance de l'UEFA.

A noter que le produit issu des immeubles est en augmentation.

En ce qui concerne le **produit des services**, une réforme tarifaire a eu lieu en 2015. Pour certains tarifs, modifiés au cours de l'exercice 2015, l'effet année pleine de l'impact de ces décisions apparaît en 2016. C'est la raison pour laquelle, alors que les tarifs de la restauration scolaire et des activités péri scolaires ne seront pas modifiés en septembre 2016, le produit de l'exercice 2016 est quant à lui en augmentation. Les tarifs sont en effet proposés selon l'année scolaire alors que le budget obéit à la règle de l'annualité budgétaire. Un bilan des nouvelles règles tarifaires sera présenté lors du vote du compte administratif avec les données arrêtées de l'exercice 2015.

M€	BP 2012 (M€)
Produit des services	1,78
Produit de gestion courante	1,37
Impôts et taxes	0,11
Subventions et participations	0,08
<b>Total</b>	<b>3,34</b>

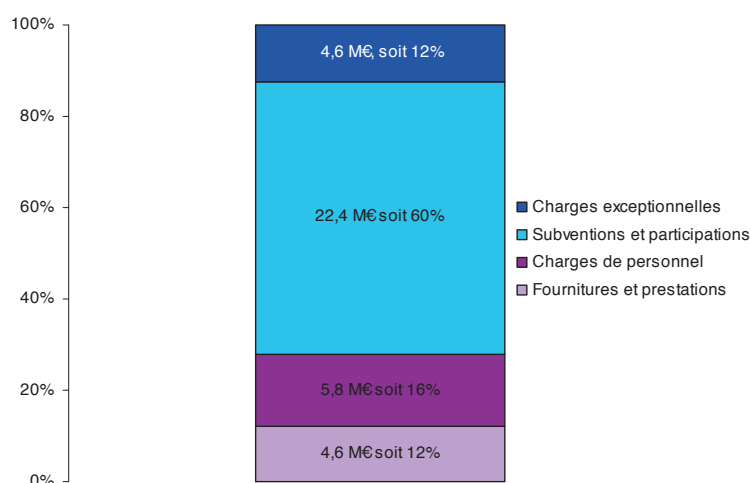
Comme l'atteste le tableau ci-dessus les recettes liées aux transferts des équipements à vocation culturelle et sportives s'élèvent à 3,33 M€.

Lors de la préparation budgétaire, il s'agit essentiellement des recettes estimées à :

- 1,62 M€ pour le musée (recettes issues de la vente des billets, de la boutique...)
- 0,40 M€ pour le centre de congrès (redevance versée par le concessionnaire)
- 0,32 M€ pour le quai des savoirs (recettes issues de la vente des billets, de la boutique)
- 0,20 M€ pour le zénith (redevance versée par le concessionnaire et remboursement des taxes foncières)
- 0,20 M€ pour le stade (recettes issues des mises à disposition)
- 0,02 M€ pour le palais des sports (recettes issues des mises à disposition)

## 2 LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

### La ventilation des dépenses de fonctionnement relatives aux équipements transférés



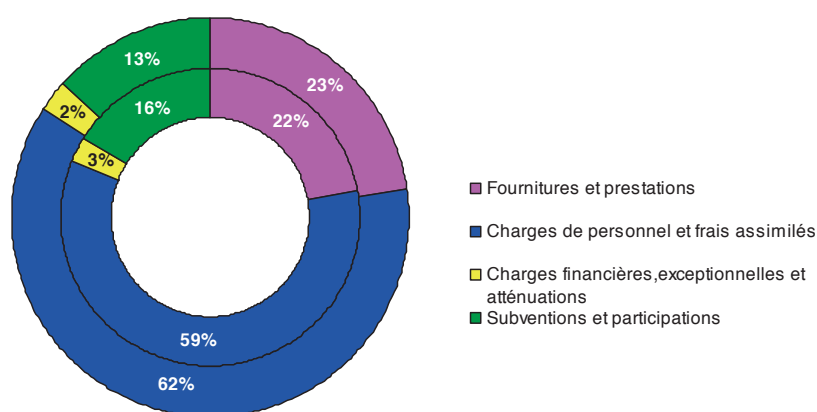
Les dépenses de fonctionnement liées aux équipements transférés s'élèvent à 37,46 M€. L'historique ci-dessus permet de visualiser la répartition de cet impact par grand poste de dépenses.

Avec un poids de 60%, les autres charges de gestion courante constituent le poste le plus important. Concrètement, cela correspond au transfert des subventions de la Ville envers le Théâtre et l'Orchestre du Capitole pour un montant de 19,78 M€ et pour le Théâtre National de Toulouse pour 2,52 M€

Au total, les frais de personnels afférents aux transferts de personnel représentent 16% : il s'agit essentiellement des agents du musée et du quai des savoirs (dont une partie est d'ailleurs mutualisée).

L'impact des équipements transférés sur la répartition par grands postes des dépenses de fonctionnement du budget est mis en exergue par le diagramme ci-dessous.

Dans le cercle intérieur, la répartition à iso-périmètre, dans celui à l'extérieur la répartition à l'issue des transferts.



Dès lors que le poste principal dans le cadre des transferts correspond à des subventions, il est logique qu'à l'issue des transferts le poids des charges de personnel augmente : il passe en effet de 59% à 62 %.

Parallèlement, le chapitre budgétaire qui porte les subventions se trouve minoré de 16 à 13%.

Les fournitures et prestations sont peu impactées par le transfert. Cela s'explique par le fait, qu'au final le montant transféré (environ 4,8 M€) est mineur par rapport au volume global.

## A / Les dépenses de personnel

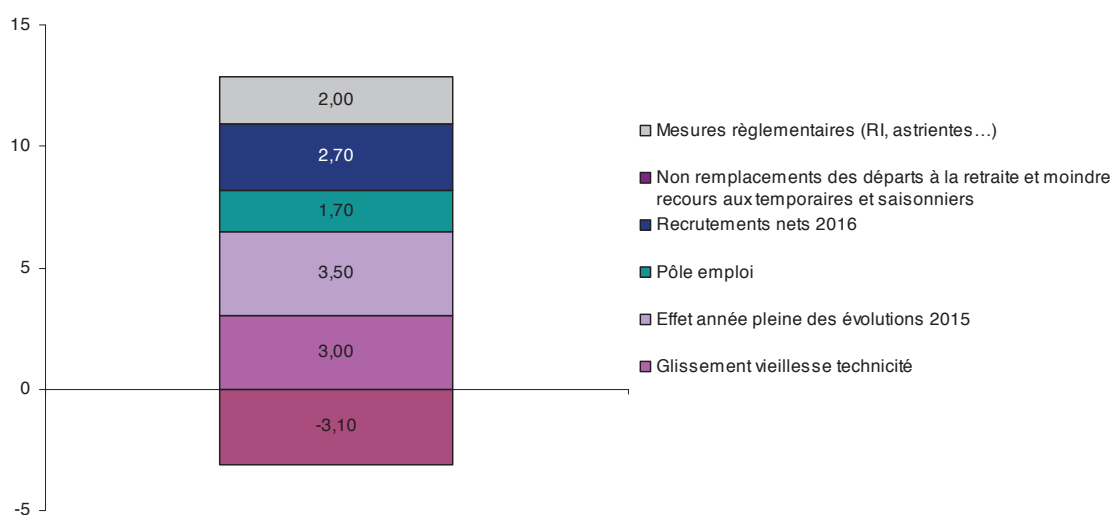
La progression de la masse salariale est en nette décélération par rapport aux évolutions constatées les années antérieures (+4,9% entre 2012 et 2013 notamment), du fait du plan d'économies défini en 2014, dont les effets amorcés en 2015 seront confortés en 2016.

En effet, la projection de la masse salariale correspond aux engagements constitutifs de la nouvelle trajectoire financière de la Ville. A iso périmètre, les charges de personnel s'élèvent à 370 M€ contre 366 M€ inscrits au BP 2015, soit une évolution de seulement 1,09%.

En effet, les crédits inscrits au titre du BP 2015 ne devraient pas être consommés dans leur totalité (delta d'environ 5 M€). Ainsi l'écart entre les crédits 2015 et 2016 est, à iso-périmètre, d'environ 10 M€ et résulte principalement des facteurs suivants :

- +8,5 M€ d'effets contraints, à savoir les mesures en année pleine des décisions d'évolutions des effectifs de 2015 pour les secteurs prioritaires (3,5 M€), le glissement vieillesse technicité et les hausses de cotisations (3 M€), des mesures réorganisationnelles ou réglementaires (revalorisation du régime indemnitaire des policiers et de la NBI quartier prioritaire, remise à plat des astreintes...) (2 M€),
- +1,7 M€ de surcoût sur les allocataires chômage au titre de l'adhésion à Pôle Emploi,
- +2,7 M€ relatifs à l'estimation des recrutements nets de 2016 sur les secteurs prioritaires de la municipalité (la petite enfance, la police municipale et l'éducation)
- - 3,1 M€ correspondants à la gestion optimisée des départs à la retraite et des temporaires et saisonniers

### 2016 : paramètres d'évolution de la masse salariale



Pour compléter cette présentation, le tableau ci-dessous ventile uniquement les dépenses de personnel du BP 2016 dans son nouveau périmètre par grande politique publique. Après les services généraux qui rassemblent notamment les

fonctions support de la collectivité (ressources humaines, finances, informatique, juridique, assemblées...), l'éducation concentre 82 M€ des dépenses de personnel.

	BP 2016 nouveau périmètre
Services généraux	90 002 922
Sécurité	16 300 232
Education	82 256 682
Culture	43 386 904
Sport et jeunesse	45 454 148
interventions sociales & santé	12 731 297
Famille (petite enfance, seniors...)	37 963 627
Logements	701 652
Aménagement et GPV	35 505 885
Action économique	68 816
<b>Total</b>	<b>364 372 165</b>



## B / Les fournitures et prestations

Ces dépenses pour 2016 sont projetées à 139,8 M€ à iso périmètre, contre 136,9 M€ au BP 2015, soit une évolution de 2,9 M€ (+ 2,11%).

Il convient de préciser que plus de la moitié des lignes de ce chapitre sont stables, voire diminuent, traduisant en cela la stratégie d'économies pro-active de la municipalité dans sa politique achat.

Toutefois certains postes sont en augmentation

- les frais de gardiennage pour 0,71 M€ :
- A noter qu'une décision modificative est venue réajuster les crédits de la mission sécurité à hauteur de 700 K€ pour tenir compte d'une progression de son activité. La collectivité a opté pour une externalisation de ces dernières prestations.
- Les principales manifestations nécessitant la mobilisation

de ces crédits concernent l'Euro 2016 (350 K€), le Quai des Savoirs (200 K€), le Muséum (100 K€), la surveillance de différents chantiers (210 K€)...

- Les contrats de prestation de service pour 1,4 M€ :
- Cette progression résulte en bonne partie de la progression du contrat d'animation dans les CLAE, du fait de l'évolution des effectifs ainsi que des modalités de calcul du coût des prestations dans ce nouveau marché.
- Les fournitures scolaires pour 85 K€
- L'augmentation constatée sur les publications est imputable à l'Euro 2016.

Certaines dépenses, certes en augmentation, sont incontournables et ne peuvent être arbitrées : les taxes foncières, le chauffage urbain, les charges locatives, les primes d'assurance...

## C / Les subventions et participations

A iso-budget, les subventions et les participations baissent de 1,85%, soit moins 1,9 M€.

Les principales subventions ou participations sont détaillées ci-après.

(en M€)	BS 2015	BP 2016 à iso périmètre	BP 2016 nouveau périmètre	Variation à iso périmètre
Centre communal d'action sociale	16,8	17,3	17,3	3%
Théâtre et Orchestre du Capitole	20,6	19,8	0	-4%
Régie des Théâtres	1,6	0,9	0,9	-44%
EPCC Beaux Arts - ISDAT	4,4	4,4	4,4	0%
Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Toulouse (COSAT)	3,5	3,2	3,2	-9%
Subventions de fonctionnement aux CLAE et aux crèches	16,2	16,9	16,9	4%
Subventions de fonctionnement aux autres associations	28,2	27,4	24,9	-3%
Autres charges de gestion courante	12,7	12	12	-6%
<b>Total</b>	<b>103,90</b>	<b>101,9</b>	<b>79,6</b>	<b>-2%</b>

La hausse de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale a été envisagée pour financer les mesures sur la masse salariale.

La réduction de 0,8 M€ de la subvention au théâtre du Capitole s'inscrit dans une logique collaborative avec cet équipement.

## D / Les frais financiers

Les frais financiers de BP à BP progressent de 16%.

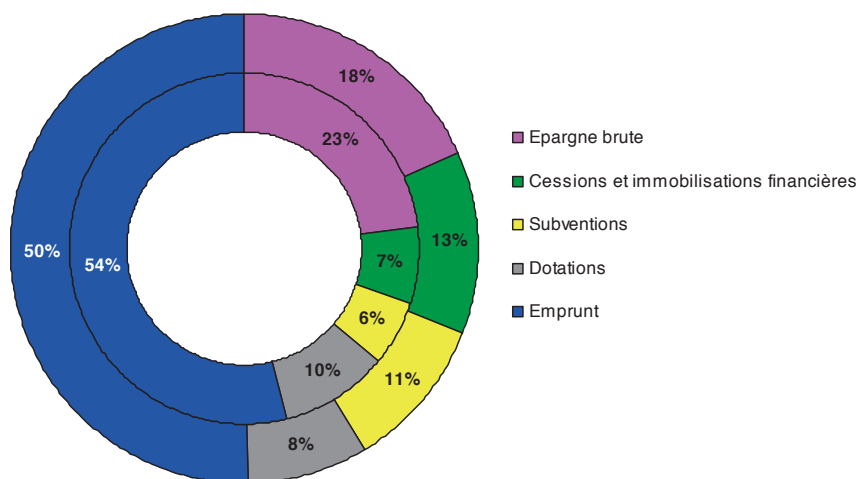
Ils passent en effet de 1,98 M€ à 2,30 M€. Cette évolution résulte de la progression de l'encours de dette, dans un contexte où les taux sont particulièrement bien orientés.

A noter que la « provision » inscrite en 2015 au titre des indemnités de remboursement anticipé d'emprunt n'a pas été reconduite.

# L'Investissement

## 1 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Hors emprunt d'équilibre et hors épargne, les recettes d'investissement, à iso budget, s'établissent à 50 M€ pour 2016,



Dans le cercle intérieur, la ventilation des recettes d'investissement telle qu'elle ressort du BP 2015, dans

celui à l'extérieur la répartition issue de la préparation à iso périmètre du BP 2016.

### ■ LES DOTATIONS

Le fonds de compensation de la TVA est prévu à hauteur de 17 M€, comme en 2015. Ce montant est la traduction des

montants d'investissements constatés sur l'exercice de référence.

### ■ LES SUBVENTIONS

Les subventions d'investissement à recevoir prévues au budget sont celles pour lesquelles une notification a été reçue, ou celles qui sont inscrites formellement dans des dispositifs partenariaux tels que la convention territoriale ou les conventions ANRU.

Au BP 2016, 12,9 M€ ont été inscrits contre 10,8 M€ en 2015.

Au titre de l'ANRU ont été inscrites pour le secteur Reynerie

les avances afférentes (495 K€) aux travaux du groupe scolaire Reynerie sud et du centre d'animation.

Le stade, dans le cadre de l'Euro 2016, fait l'objet d'un partenariat spécifique. Pour 2016 les subventions de la Région (2,4 M€), du Département (2,4 M€) et de la Métropole (2 M€) ont été portées au budget.

1,38 M€ correspondent aux subventions de la Caisse d'Allocations Familiales.

### ■ LES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS

Dans le cadre du programme de rationalisation budgétaire un vaste plan de ventes de biens non utiles à la collectivité a été lancé. La proposition budgétaire concernant ces cessions s'élève pour 2016 à 15,8 M€, en progression de 5,5 M€ par rapport à 2015 (10,3 M€).

Dans le cadre du schéma directeur de la Ville, 10,9 M€ concernent des ventes d'appartements, 3,7 M€ des cessions de terrains et enfin 1,1 M€ de cessions d'actions de la SEMEST et de la SEMECCEL suite au transfert de ces deux équipements vers la Métropole.

### ■ LES AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Elles sont essentiellement constituées d'immobilisations financières. Elles correspondent notamment à des remboursements de prêts relatifs à divers dispositifs mis en

place par la Ville en matière de logement (1,73 M€ au titre du prêt à taux zéro).

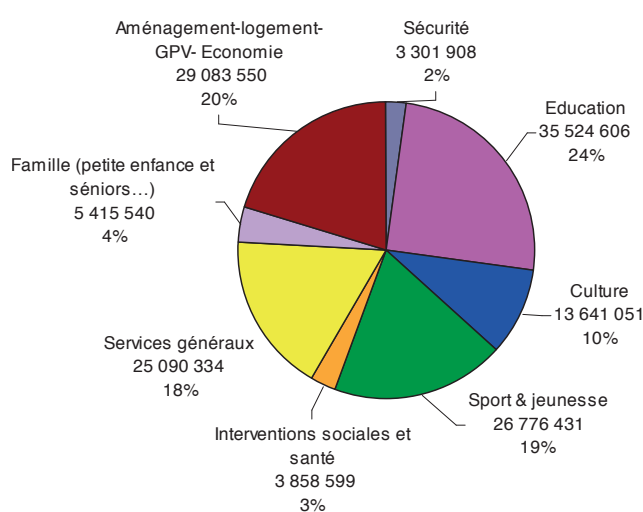
0,40 M€ ont été inscrits pour le MINT.

## 2 LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

M€	BS 2015	BP 2016 à iso périmètre	BP 2016 nouveau périmètre
Immobilisations incorporelles	7	4	4
Subventions d'équipement versées	8	5	5
Immobilisations corporelles et en cours	144	134	132
Autres immobilisations financières	2	2	2
<b>Total des dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>160</b>	<b>145</b>	<b>143</b>

Les dépenses d'investissement **hors dette** s'établissent pour 2016 à iso-budget à 145 M€ contre 160 M€ pour 2015.

### Répartition des dépenses d'investissement par politique publique



Ce graphique présente la répartition, par grande politique publique des dépenses d'investissement, du budget 2016 à l'issue des transferts, tant en euros et en pourcentage, dont les principaux projets peuvent être présentés :

**L'éducation**, priorité n°1 des investissements, est en toute logique le secteur majoritaire, avec un montant total de dépenses d'investissements de 35 M€.

9,5 M€ seront consacrés à la rénovation du bâti scolaire, 1,0 M€ au plan de résorption des bâtiments modulaires 2,0 M€ à l'acquisition de foncier pour préparer la construction de nouveaux groupes

Des crédits de 19,3 M€ sont inscrits pour la construction et/ou l'extension de nouveaux groupes scolaires de Guilhermy, Lapujade, Reynerie, Niboul...

Les opérations au titre de la **culture** sont la clôture de l'opération du Quai des Savoirs (2,9 M€), le Musée des Augustins (2 M€), la rénovation des églises (1,8 M€), la lecture publique (2 M€).

En matière de politique **sportive**, la poursuite des travaux du Stadium (8,3 M€), ceux du stade Arnauné (7,2 M€), mais aussi la création d'équipements sportifs dédiés au football dans le cadre de l'héritage Euro 2016 (2 M€).

Les actions en faveur de la jeunesse concerneront le centre d'animation de Lalande, de Bordeblanche, l'Espace Saint Cyprien, pour 2,3 M€.

C'est sur la rubrique des **services généraux** que sont portées les dépenses d'entretien courant et de rénovation des bâtiments pour environ 9 M€. Le schéma directeur du patrimoine est estimé pour 2016 à 4,6 M€, et les dépenses relatives au système d'informations à 4,6 M€.

Concernant la **petite enfance**, les crèches (Grand Selve 1,3 M€ et cité Nord 1,3 M€) concentrent la majorité des crédits.

En matière **d'aménagement**, l'opération des Castalides (8,4 M€) sera une opération d'importance majeure, tout comme la rénovation des vannes et des digues (2,3 M€). Les projets au titre des espaces verts ont été estimés à 3,5 M€. La modernisation du parc d'horodateur est de 1,3 M€ (à noter que cela permettra de générer, à moyen terme, des recettes complémentaires).

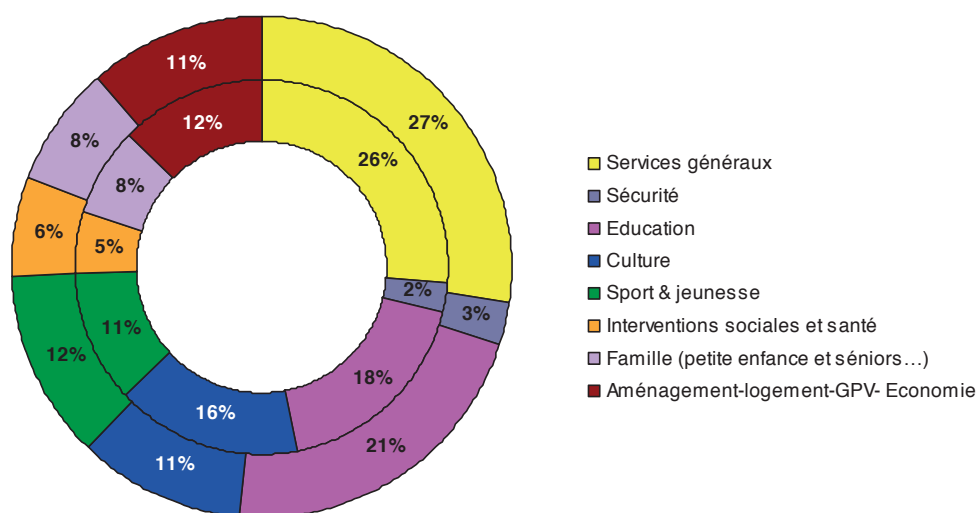
Les projets de la mission **grand projet de Ville** se déclineront sur le quartier Reynerie (centre social 1,4 M€) et la Zac Empalot (1,15 M€).



# La présentation du budget par grande politique publique (fonctionnement et investissement cumulé)

Pour conclure, le budget issu des transferts d'équipements est mis en parallèle avec le budget 2015 ; les dépenses de fonctionnement et d'investissement réelles ont été sommées par grande politique publique :

Au centre la ventilation proposée au BP 2015 (799 M€) ;  
A l'extérieur la répartition du budget 2016 intégrant les transferts d'équipement (747 M€)



Le premier poste demeure les services généraux.  
En toute logique, compte tenu du transfert des équipements à la Métropole, le poids de la culture diminue, passant de

16% (128 M€) à 11% (80 M€)  
Le poids de l'éducation progresse, passant de 18% (145 M€) à 21% (160M€).

## Répartition cumulée des dépenses d'investissement et de fonctionnement par politique publique

	2015	2016	Variation en M€	Variation en %
Services généraux	211 821 292	202 762 585	-9 058 707	-4%
Sécurité	18 345 315	21 423 060	3 077 745	17%
Education	145 963 656	160 015 988	14 052 332	10%
Culture	128 905 305	80 059 082	-48 846 223	-38%
Sport & jeunesse	89 530 493	91 566 562	2 036 069	2%
Interventions sociales et santé	43 633 526	47 698 687	4 065 161	9%
Famille (petite enfance et seniors...)	61 770 907	57 428 419	-4 342 488	-7%
Aménagement-logement-GPV- Economie	99 484 261	85 713 110	-13 771 151	-14%
<b>Total</b>	<b>799 454 754</b>	<b>746 667 493</b>	<b>-52 787 261</b>	<b>-7%</b>

Ces montants intègrent pour le fonctionnement, la masse salariale de chaque domaine d'intervention.



# Toulouse ville créative

- P.20 Attractivité et rayonnement
- P.21 Soutien aux acteurs culturels locaux
- P.22 Lecture publique
- P.23 Patrimoine et musées
- P.24 Musique et spectacle vivant
- P.25 Communication externe

## Chiffres clés

23 projets associatifs soutenus

BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**0,1 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**536 K€**

Recettes de fonctionnement :

**120 K€**

## Le contexte

- Les acteurs économiques publics et privés renforcent leurs actions internationales,
- Les enjeux urbains sont prioritaires dans les politiques européennes (Agenda Urbain),
- Les sollicitations humanitaires sont plus nombreuses,
- L'action internationale des villes est importante à travers les liens avec leurs villes jumelles et partenaires.

## Les objectifs pour l'année 2016

- Construire une culture européenne et internationale partagée avec les habitants
- Veiller à l'impact et aux retours des actions et des engagements,
- Développer les financements extérieurs de nos actions,
- Privilégier les actions internationales visant les grands enjeux du territoire menées en partenariat : universités, santé, acteurs économiques, autres territoires Montpellier,
- Renforcer la participation de Toulouse dans les programmes européens,
- Faire de la promotion de Toulouse à l'international un enjeu clé de l'action extérieure,
- Renforcer Toulouse comme acteur de la solidarité et de l'humanitaire.

### VOLET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Accompagnement des actions de Toulouse par les coopérations et jumelages (Hanoi, Saint-Louis, Atlanta, Chongqing, Tel Aviv,...), les villes Aéropostale, en veillant aux attentes des ressortissants locaux,
- Lancement du dispositif loi Oudin (projets solidarité eau & assainissement) et d'actions humanitaires stratégiques (catastrophes naturelles ou industrielles),
- Recherche de cofinancements pour les projets multipartenaires,
- Valorisation et promotion de Toulouse lors de temps forts (visites d'Etat, rencontres internationales, ...) et visibilité accrue au sein des réseaux : Cités Unies France et Cités et Gouvernements Locaux Unis, villes Aéropostale, Midi-Pyrénées Coop'Dev,...

### VOLET EUROPEEN

- Programmation des fonds FEDER/FSE 2014-2020: rôle accru de Toulouse avec l'autorité de gestion en charge du Contrat régional Unique : CPER, Contrat de Ville, ...
- Autres programmes européens : information/appui pour une participation accrue à des projets: innovation (Smart City), économie sociale et solidaire, déchets, énergie, culture, développement durable, jeunesse,...
- Participation renforcée aux réseaux européens : Eurocités, AFCCRE, Xarxa, Communauté des Villes Ariane...
- Renforcement des échanges économiques avec les villes jumelles et partenaires : Bologne, Düsseldorf, Saragosse, Barcelone, Elche, Oslo, Kiev...et organisation de temps forts citoyens (Semaine franco-allemande, Semaine de l'Europe)



## Chiffres clés

**724** demandes de subventions culturelles instruites

**444** associations ou structures culturelles subventionnées

**118** sites ou locaux municipaux mis à disposition d'associations ou structures culturelles

**70** parcours d'éducation artistique et culturelle 2014-2015 « Passeports pour l'art »

**15** aides accordées aux projets internationaux

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**2,7 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**8,2 M€ (7,8 M€ de subventions)**

Recettes en fonctionnement :  
**0,2 M€**

## Le contexte

La culture – entendue dans son double sens de disciplines artistiques et de connaissances – est l'âme et le moteur d'une ville inventive, ouverte, rayonnante et solidaire. Elle est le trait d'union entre l'histoire et l'avenir de Toulouse.

La Ville met en œuvre une politique culturelle qui contribue au développement économique autant que social de la cité. Pour la réalisation de projets artistiques, elle soutient un tissu associatif culturel dense et pluridisciplinaire. Elle favorise les projets de territoires, les dispositifs d'expérimentation et d'innovation culturelle, l'éducation artistique, la diversification des publics, le rayonnement international des opérateurs culturels locaux, tout en garantissant l'accès à la culture pour tous.

## Les objectifs pour l'année 2016

### AFFIRMATION DU SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT

Dans le contexte budgétaire contraint qui pèse sur son action, la ville de Toulouse poursuivra son soutien aux acteurs culturels tout en les associant à la maîtrise des dépenses municipales. Elle les conseillera et accompagnera leur adaptation.

### CO-CONSTRUCTION DE L'ACTION CULTURELLE

2016 sera une année de renouvellement des conventionnements pluriannuels d'objectifs et de moyens avec les principaux acteurs culturels. Les ressources affectées tiendront compte de la nécessaire maîtrise des dépenses, tout en demeurant volontaristes.

## Chiffres clés

**74 188** usagers inscrits dans :

**21** bibliothèques et médiathèques,  
**1** bibliothèque nomade

**2 092 000** visiteurs dans les  
bibliothèques en 2014

**3,4** millions de prêts de documents

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015:

**16,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**1,1 M€**

Recettes en fonctionnement :

**0,5 M€**

Dépenses d'investissement :

**2,1 M€**

## Le contexte

La Bibliothèque de Toulouse poursuit sa politique d'accès à la culture, à l'information, à la formation et aux loisirs pour le plus grand nombre.

Si l'activité de prêt reste massive, la politique de services, aussi bien sur place (espaces de travail, accès à internet, postes d'écoute, lecture de la presse jeux vidéo et jeux traditionnels) que depuis chez soi (presse, modules de formation en ligne) répond aux nouvelles demandes des usagers. Les 21 bibliothèques du territoire toulousain constituent autant de lieux d'échanges, de croisement intergénérationnel. Elles contribuent au vivre ensemble dans la cité.

## Les objectifs pour l'année 2016

### PROMOUVOIR LA PRÉSENCE DU LIVRE DANS L'ESPACE PUBLIC

La Bibliothèque de Toulouse va poursuivre la mise en œuvre d'espaces lecture détente à l'occasion d'événements particuliers (Toulouse-plages, Semaine des seniors, Siestes électroniques, fêtes de quartier, etc.) afin de toucher un large public.

Une réflexion est également engagée pour déployer dans les quartiers de la ville des boîtes à livres, visant à faciliter l'échange de livres entre habitants.

### POURSUIVRE LA SIMPLIFICATION DE L'ACCÈS AU SERVICE

La démarche visant à améliorer la qualité de l'accueil, favoriser la cohabitation des publics, simplifier l'accès au service pour tous va être poursuivie, tout en maintenant la politique d'optimisation des moyens.

# PATRIMOINE ET MUSÉES

## Chiffres clés

5 Musées municipaux :  
Les Augustins, Paul Dupuy, Georges Labit, MATOU, Saint-Raymond

1 Musée d'art contemporain  
(syndicat mixte) : Les Abattoirs

1 Centre des archives municipales

1 Atelier de restauration statuaire

50 monuments historiques  
appartenant à la Ville

300 000 visiteurs/an à la  
basilique Saint-Sernin

300 000 visiteurs/an aux Jacobins

267 000 visiteurs dans les  
musées municipaux (hors  
Muséum) dont 45 000 au  
musée des Augustins pour  
l'exposition Benjamin-Constant

104 000 visiteurs aux Abattoirs

33 201 visiteurs dans les  
équipements culturels municipaux  
lors des journées du patrimoine

26 621 cartes Musée Libre délivrées  
aux Toulousains la première année

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

12 M€

Dépenses de fonctionnement :

2 M€

Recettes de fonctionnement :

1,1 M€

Dépenses d'investissement :

2,6 M€

## Le contexte

La richesse du patrimoine historique, des collections des musées et de ses archives renforce l'identité et l'attractivité de la ville. Depuis septembre 2014, la carte Musée Libre permet aux Toulousains de visiter gratuitement les collections permanentes des musées municipaux. Ces derniers mettent en œuvre une programmation de qualité, en croisant les arts et les publics. En effet, le musée des Augustins a confirmé son ouverture aux autres formes artistiques, avec le spectacle « Giulio Cesare » de Romeo Castellucci monté en partenariat avec le théâtre Garonne. De même avec l'exposition « Minimal Nature » organisée avec la Fondation Ecureuil.

D'autre part, le Musée Saint-Raymond voit le succès croissant du Festival « Jardins Synthétiques, à la croisée des temps, les Arts », qui fait dialoguer les cultures contemporaines avec un patrimoine historique et la culture antique. Après quatre ans de restauration d'envergure, le Couvent des Jacobins a fait peau neuve en 2015. Ce lieu majeur du patrimoine toulousain est également le théâtre de plusieurs grands rendez-vous culturels. Ex : Piano aux Jacobins.

## Les objectifs pour l'année 2016

### PATRIMOINE HISTORIQUE ET CANDIDATURE « PATRIMOINE MONDIAL UNESCO 2024 »

Toulouse compte déjà, sur son sol, deux biens interrégionaux inscrits au patrimoine mondial : le Canal du midi et deux composantes des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle (Basilique Saint-Sernin et Hôtel-Dieu Saint-Jacques). Pour affirmer sa richesse patrimoniale, la Ville se porte candidate pour l'inscription à l'UNESCO d'un nouvel élément du patrimoine. Cette candidature s'inscrit dans un projet plus vaste de valorisation patrimoniale et historique, en particulier du centre ancien (80 K€ prévus en 2016 pour des études sur le réaménagement de Saint Sernin).

### ÉVÉNEMENTS 2016

Jusqu'au 6 mars 2016, le **Musée des Augustins** consacre une exposition aux « Figures de fantaisie dans l'art européen du XVI<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle » qui réunit 70 tableaux de grands maîtres (Carrache, Hals, Murillo, Van Dyck, Fragonard, Greuze...). Une exposition innovante « Fenêtres sur cours » sera organisée au second semestre en partenariat avec la Cinémathèque de Toulouse et un artiste en résidence.

1M€ est par ailleurs inscrit en 2016 pour la rénovation des verrières.

Le **Couvent des Jacobins** poursuivra sa participation aux commémorations mondiales des 800 ans de la fondation de l'ordre des Dominicains à Toulouse. Jusqu'au 10 janvier 2016, les **Archives** municipales proposent l'exposition « Toulouse en vue(s), 1515-2015 ».

À l'issue d'un ambitieux programme de réaménagement, le Musée de l'Affiche de Toulouse « **MATOU** », accueillera à nouveau en 2016 un public fidèle et passionné.

Le **Musée Saint-Raymond, musée des Antiques de Toulouse**, poursuit en 2016 sa modernisation. L'exposition « Archéo. Une expo à creuser ! » (du 19 février au 25 septembre), interactive et immersive, sera montée en partenariat avec Sciences et Animations.

# MUSIQUE ET SPECTACLE VIVANT

## Chiffres clés

### Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR):

**2 000** élèves inscrits en enseignement artistique

### Théâtre Jules Julien :

**1 200** enfants bénéficiant d'une éducation artistique dans le temps scolaire

**24 000** spectateurs pour 182 manifestations organisées

### Festivals :

**134 000** spectateurs à Rio Loco

**11 000** spectateurs à Toulouse d'été (22 lieux, 48 événements)

**25 000** spectateurs au Metronum (près de 60 événements)

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**11 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**3,6 M€**

Recettes de fonctionnement :

**1,7 M€**

Dépenses d'investissement :

**0,3 M€**

## Le contexte

Toulouse place la formation, la création, la production et la diffusion en faveur de toutes les musiques au cœur de sa politique culturelle.

Le **Conservatoire** à rayonnement régional favorise, dans les meilleures conditions pédagogiques, l'éveil à la musique et à la danse, l'enseignement d'une pratique musicale et chorégraphique vivante, l'éclosion de musiciens, danseurs, comédiens, ou encore la formation de futurs amateurs éclairés. L'implantation de ses antennes dans les quartiers lui permet d'irriguer l'ensemble du territoire urbain, offrant ainsi à un public diversifié une éducation artistique de proximité.

L'intégration du Théâtre Jules Julien à cette direction ajoute une dimension nouvelle à l'offre culturelle du Conservatoire.

**Toulouse d'été** défend une programmation musicale exigeante, alliant la musique classique aux musiques actuelles, le jazz, la chanson, les musiques du monde et les nouvelles musiques traditionnelles. Toulouse d'été conduit aussi un travail spécifique auprès des publics éloignés, dépendants ou contraints (hôpitaux, maisons de retraite et prisons...).

L'édition 2015 de **Rio Loco**, consacrée aux 20 ans du festival a été très suivie.

Le **Metronum** a fêté son deuxième anniversaire dans une ambiance festive et dynamique. Cette seconde saison des musiques actuelles, satisfaisante en termes de fréquentation, est aussi le symbole d'une implantation réussie à Borderouge.

## Les objectifs pour l'année 2016

Le thème de l'édition 2016 de **Rio Loco** sera Les Mondes Celtes et s'articulera autour de : l'Irlande, l'Ecosse, l'Ile de Man, le Pays de Galles, la Cornouaille, la Galice, les Asturies et la Bretagne.

Le **Metronum** ouvrira son offre à des conférences et des événements thématiques liés aux musiques actuelles. L'année 2016 verra le Centre de ressources dédié à la filière des musiques actuelles devenir pleinement opérationnel (studios de répétition, Music Box et bureaux).

Le **Conservatoire** s'affirmera comme un lieu vivant d'action culturelle à travers les nombreuses manifestations qu'il organise. Elèves, professeurs et artistes invités proposeront des concerts et spectacles qui se veulent accessibles à tous.

Le festival **Toulouse d'été** intensifiera la rencontre entre musiciens locaux et invités prestigieux, notamment dans le champ des musiques du monde et du jazz et fêtera en musique classique, jeunes pousses et talents confirmés.



## Chiffres clés

Tirage de 8 numéro par an  
du magazine «à Toulouse»  
en **300 000** exemplaires

Connexions/an sur toulouse.fr :  
**9 000 000** de pages vues,  
**2 000 000** de visiteurs uniques

**52 000** personnes suivent la  
ville de Toulouse sur Facebook

**110 000** abonnés à Twitter

**280 000** personnes ont assisté  
au concert du 14 juillet

**1 480** événements accompagnés par  
le service Manifestations et fêtes

**1 150** reportages photos

**160** productions  
audiovisuelles réalisées

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 : 3,2 M€

Dépenses de fonctionnement :  
**6,3 M€**

Dépenses d'investissement :  
**0,24 M€**

## Le contexte

Le service public de la communication vise à informer les habitants et à faciliter leurs démarches au quotidien. Son autre mission consiste à faire connaître les actions mises en place par l'équipe municipale, aux moyens de journaux d'information et de médias digitaux qu'elle diffuse sur la ville de Toulouse. Elle mène plusieurs campagnes d'information d'intérêt général qui sont destinées à promouvoir les actions décidées par le Conseil municipal ou à mettre en valeur les événements culturels, festifs ou sportifs organisés par la collectivité. Enfin, elle facilite l'organisation de nombreuses manifestations associatives ou autres du secteur privé proposées sur l'espace public.

## Les objectifs pour l'année 2016

Par son action d'information pédagogique, la Ville de Toulouse vise à rapprocher les citoyens de leur administration, à les inciter à se réapproprier les espaces du débat démocratique. Accessibles à tous sur internet, les séances du Conseil Municipal en direct ou en différé sont appréciées du public. Les réseaux sociaux, eux aussi, sont des médias de plus en plus plébiscités et suivis par les citoyens. C'est pourquoi, en 2016, des efforts seront portés en vue d'une meilleure visibilité de ces supports par le grand public. De même, une plate-forme participative sera également mise en place sur internet pour inviter les Toulousains à s'exprimer sur divers sujets comme la révision du PLUIH, la révision du Plan Climat ou encore la Smart City.

La proximité sera au cœur de l'action de la Communication de la Ville, à travers une information renforcée et plus visible sur les nouveaux projets ou rénovations dans les quartiers et la poursuite de l'embellissement du centre ville.

D'autres grands sujets de communication comme la propreté, la sécurité et la lutte contre le réchauffement climatique seront abordés et développés en 2016.

Enfin, de grands rendez-vous attendent les Toulousains en 2016, l'ouverture du Quai des Savoirs, l'EURO 2016, la célébration des 350 ans du Canal du Midi, ... la direction de la communication en assurera la promotion.



# Toulouse ville responsable

PARTIE 1 :

## Organisation du territoire communal

- P.28 Stationnement, déplacements, mobilité
- P.29 Marchés et occupation du domaine public
- P.30 Cimetières
- P.31 Eclairage Public
- P.32 Opérations d'aménagement
- P.33 Ecologie urbaine et Climat
- P.34 Espaces verts
- P.35 Gestion des voies d'eau



# STATIONNEMENT, DEPLACEMENTS, MOBILITE

## Chiffres clés

### - En centre ville :

**9218** places de stationnement, dont **7 145** payantes sur les 20 quartiers proposant une tarification préférentielle pour les résidents

### - Hors centre ville :

**8** quartiers résidents :

**2 358** places payantes avec tarification préférentielle pour les résidents

**283** places payantes en ceinture centre ville

**269** places payantes sur les axes commerçants des faubourgs

**739** places en zone bleue (10 zones bleues)

- **5 203** abonnés résidant sur l'ensemble du secteur réglementé et 174 abonnements professionnels.

Stationnement réglementé avec **707** horodateurs

**283** stations VélÔToulouse, **2600** vélos, **30.000** abonnés dont **21.000** sur carte Pastel

**4,3** millions de locations en 2014

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**0,8 M€**

Dépenses en fonctionnement:  
**7,2 M€**

Dépenses en investissement:  
**1,7 M€**

Recettes en fonctionnement:  
**8,6 M€**

## Le contexte

La gestion du stationnement est, avec les transports en commun et les modes « doux », un levier de régulation des déplacements en voiture particulière et de partage de l'espace public.

Le stationnement réglementé payant avec une tarification préférentielle pour les résidents s'étend à présent sur 28 quartiers.

En 2015, 3 nouveaux quartiers dans le secteur du Busca ont été réglementés. Afin de dynamiser l'activité commerciale, le stationnement payant avec un temps gratuit a été mis en service sur le quartier La Vache ainsi que 3 nouvelles zones bleues à Saint Simon, Bellefontaine et Lalande.

Un plan de modernisation a également été engagé avec l'ouverture d'un téléservice à destination des abonnés résidents et la mise à niveau de près de la moitié des horodateurs. 295 horodateurs donnent désormais accès au paiement bancaire contact et sans contact et permettent la reconnaissance des abonnés par saisie du numéro d'immatriculation en remplacement de la carte Monéo.

Toulouse développe également les déplacements à vélo avec le système automatisé de location « VélÔToulouse » très populaire (5,2 M€ prévus pour la location en 2016).

Son action s'inscrit aussi dans la gestion des contrats de mobiliers urbains : abribus, mobiliers d'information et de communication, et sanitaires publics à entretien automatique (1,5 M€ prévus pour la location en 2016).

## Les objectifs pour l'année 2016

L'étude des conditions et pratiques de stationnement dans les secteurs des faubourgs sera poursuivie. Des nouvelles actions seront engagées d'une part pour favoriser le stationnement des résidents via la mise en œuvre du stationnement payant avec tarif préférentiel pour cette catégorie d'usagers, et d'autre part pour améliorer la rotation des véhicules aux abords des commerces et services, notamment par la mise en place du stationnement payant avec un temps gratuit sur les axes commerçants de l'est toulousain (*rue du Pont de Guilhemery, axe avenue Camille Pujol / avenue Jean Chaubet / avenue de Castres, avenue Jean Rieux*) et la création d'une nouvelle zone bleue (*route de Blagnac*).

Dans le cadre du plan de modernisation du stationnement engagé en 2015, la mise à niveau de la totalité du parc horodateurs de la Ville de Toulouse sera réalisée (*paiement bancaire contact et sans contact, reconnaissance des abonnés par saisie du numéro d'immatriculation*). 1,3 M€ y seront consacrés en 2016.

Une étude sur la mise en œuvre du paiement du stationnement par téléphone mobile à destination de l'ensemble des usagers sera menée.



# MARCHÉS ET OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

## Chiffres clés

**3** halles couvertes (180 commerçants) et **47** marchés de plein vent (1500 commerçants – 38 sites)

**23** kiosques (presse, alimentaire, fleur, distributeur automatique de billets...)

**19** emplacements (ambulants) exerçant au Stadium (9), à Ernest-Wallon (5), au Zénith (5)

**34** camions de restauration rapide et **6** vendeurs de marrons lors des fêtes de fin d'année

**250** taxis

**899** terrasses

**1282** chantiers

**606** éléments mobiles

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**2,3 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**0,18 M€**

Dépenses en investissement :

**0,53 M€**

Recettes en fonctionnement :

**3,15 M€**

## Le contexte

L'organisation de la nouvelle direction s'est concrétisée durant l'année 2015. Le contexte financier inédit de notre collectivité a induit un travail de réflexion sur l'évolution de nos tarifs et sur le mode de gestion budgétaire.

Gestionnaire de l'occupation commerciale du domaine public, la direction participe activement à la dynamisation économique de la Ville et à son attractivité tout en veillant à en concilier les divers usages et en préservant la tranquillité des toulousains.

Un partenariat avec le Marché d'Intérêt National de Toulouse Métropole et So Toulouse est mis en œuvre afin de promouvoir et de développer les marchés toulousains. L'objectif est de développer des projets innovants qui valorisent la Ville et développent son attractivité touristique.

La loi du 01/10/14 relative à la profession de taxis nous a conduit à réviser le livret réglementant l'activité des taxis sur la ville.

## Les objectifs pour l'année 2016

Dans le cadre du projet Toulouse Centre, il s'agira de proposer des aménagements de l'espace public qualitatifs et concertés tout en maintenant l'attractivité commerciale. La réhabilitation du marché Victor Hugo (0,2 M€ prévus en 2016) et de ses abords mais aussi le réaménagement de la place Saint-Pierre s'inscrivent dans cette démarche.

Placer Toulouse au niveau de la moyenne nationale en matière de tarifs et avoir une réflexion sur le coût de revient du service rendu sont des objectifs qui se poursuivent avec la revalorisation des tarifs des marchés couverts et de plein vent et la recherche d'une plus grande implication et responsabilisation des commerçants.

La réflexion sur les enjeux de la loi PINEL du 18 juin 2014 par la reconnaissance de l'existence d'un fonds de commerce se poursuit, réflexion liée à la nécessité de valoriser pour les collectivités locales leurs propriétés.

Enfin, une volonté de transparence et de communication a été affirmée en 2015 (mise en ligne des arrêtés de terrasses dans l'opendata) et doit se poursuivre en 2016 par le déploiement de géoplateforme.

# CIMETIÈRES

## Chiffres clés

**11** cimetières dont le cimetière  
suburbain de Cornebarrieu

**80** hectares

plus de **100 000** emplacements

plus de **3 000** opérations  
autorisées en 2014 (inhumations,  
exhumations, crémations, visites  
intérieures et dossiers d'opposition)

**668** ventes ou renouvellements  
de concessions traitées en 2014

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015:

**3,7 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**54 K€**

Dépenses en investissement :

**314 K€**

Recettes en fonctionnement :

**580 K€**

## Le contexte

Le Code Général des Collectivités Territoriales précise dans son article L2213-8 que « le Maire assure la police des funérailles et des Cimetières ». Dans ce cadre, le Service des Cimetières a pour missions de délivrer et contrôler au nom du Maire toutes les autorisations d'inhumation, exhumation et crémation, mais également de procéder à la vente d'emplacements en concessions pour inhumation.

Il se doit également d'assurer la surveillance des cimetières mais aussi l'entretien (propreté et maintenance) ainsi que la réalisation de divers aménagements (voirie, réseau d'eau...).

Enfin, il veille à la protection du patrimoine des cimetières et à la sécurité des usagers (sécurisation de sépultures menaçant ruine).

A ces missions courantes s'ajoutent des missions plus « exceptionnelles » liées notamment aux changements de réglementation ou au développement de nouveaux « besoins ».

Ainsi, le service procède peu à peu à l'aménagement de sites cinéraires dans tous les cimetières de la Ville.

Enfin, il met gratuitement à la disposition des usagers à la Toussaint, des cyclovoies ou navettes électriques dans les cimetières de Terre Cabade et Rapas ; mais il est à noter qu'une navette électrique est disponible à Terre Cabade, toute l'année.

## Les objectifs pour l'année 2016

L'année 2016 devrait voir :

- la poursuite de la rénovation du patrimoine bâti (mise aux normes des locaux, voirie, réseaux d'eau, clôtures...) sur l'ensemble des cimetières
- la poursuite du programme de sécurisation des caveaux « insolides » ;
- la poursuite de l'implantation de sites cinéraires (columbariums, cavurnes jardins de dispersion) dans les cimetières de la Ville et notamment celui de Terre Cabade;

# ÉCLAIRAGE PUBLIC

## Chiffres clés

**1 300** km de réseaux électriques dédiés à l'éclairage public

**67 000** points lumineux (+1000 chaque année) dont 10% LED plus économe

**32** millions de kWh de consommation électrique annuelle (baisse de 1 million de kWh/an)

**10 000** lampes changées chaque année

**550** installations électriques provisoires installées chaque année

**700** motifs lumineux / **35** kms de guirlandes électriques installées chaque année pour Noël

Une astreinte technique **24h sur 24, 7 jours sur 7** pour assurer la sécurité des installations

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**3 M€**

fonctionnement :  
**6 M€**

investissement :  
3,8 M€

Recettes en fonctionnement :  
**8,5 M€**

Recettes en investissement :  
**0,03 M€**

## Le contexte

La problématique de l'énergie est depuis maintenant plusieurs années devenue un élément essentiel de l'action publique. L'augmentation du coût réel de l'électricité (+30% en 5 ans) due à la hausse du prix du kWh, mais aussi à l'apparition et à la hausse de nouvelles taxes (CSPE, TCFE, CTA...), rend la maîtrise de sa consommation essentielle à la politique budgétaire de la collectivité. Toute action sur un réseau de cette envergure se doit d'être pensée à long terme (20 ans).

2016 est aussi l'année de la mise en place du nouveau marché d'achat d'électricité pour l'Eclairage Public qui permettra de réduire la facture électrique de 180 k€ par an

Après une politique générale de baisse de la consommation, la nouvelle politique est axée sur le confort de l'utilisateur et sa perception de l'Espace Public tout en limitant la consommation électrique.

## Les objectifs pour l'année 2016

### AMÉLIORER LA PHOTOMÉTRIE

Un audit lumière a été réalisé sur la ville : 2016 sera la deuxième année d'action découlant de cette analyse. Le programme pour R'allumer Toulouse est pérennisé. Il se caractérise par des actions ciblées, là où le besoin d'un renfort ou d'une modification de l'éclairage est rendue nécessaire par une évolution des usages de la Ville. Le nouveau Plan Lumière est lancé pour accompagner la ville dans sa démarche de classement UNESCO.

### DÉPLOYER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La généralisation de nouvelles technologies de lampes et d'appareils (LED) permet d'accentuer l'intégration de ces produits aux programmes de la Direction de l'Eclairage Public (4,5 M€ de fourniture électrique prévu en 2016). Les tests sur la reconnaissance de forme (technologie innovante source d'économie d'énergie future) se développent avec la mise en place de près de 600 lanternes LED « intelligentes » sur l'ensemble du territoire de la commune.

### CENTRALISER LA GESTION

L'évolution de l'Eclairage Public tend vers la Télésurveillance. En 2016, la partie « stratégique » du parc sera entièrement télé-surveillée, ce qui permettra une réaction plus efficace face aux pannes inhérentes à la taille du réseau.

## OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**2,1 M€**

fonctionnement :

**0,2 M€**

investissement :

**9,3 M€**

Recettes en fonctionnement :

**0,2 M€**

Recettes en investissement :

**5,8 M€** (5 M€ de vente de terrain)

## Le contexte

Concernant la concession de la ZAC de Borderouge, une participation d'un montant total de 1,6 M€ (0,5 M€ en 2016) a été allouée à Oppidéa en vue de lui permettre de réaliser les travaux d'aménagement du secteur Izards-Bouquetins (acquisition de la pharmacie des Izards).

Un règlement municipal «ravalement des façades» datant du 23 mars 2007 fixant les règles d'attribution des subventions va être mis à jour.

Sur les Castalides, copropriété dégradée, un programme d'intérêt général a conduit à l'évacuation de l'immeuble.

## Les objectifs pour l'année 2016

Sur la ZAC de Borderouge, le projet évolue autour de la Place du Carré de la Maourine (projet de Cinéma, d'Hôtel, travaux sur voiries, aboutissement des programmes tertiaires, ouverture des locaux commerciaux, démarrage des dernières opérations immobilières de logements et avancement des projets de bureaux)

Sur le secteur des Izards Bouquetins, sont prévus le transfert des commerces sur la Place Micoulaud et la commercialisation des lots situés au Sud de la rue Paillole.

En matière d'occupation du domaine public, une charte est en cours d'élaboration pour le secteur de la place Saint-Pierre. Ce document a pour objet d'accompagner les commerçants dans les travaux d'embellissement de leurs commerces et de participer ainsi à la mise en valeur du patrimoine et des espaces publics de la ville. Il détaillera les règlements existants et donnera des préconisations (couleurs des stores et des parasols...). Ce dispositif a vocation à s'étendre à d'autres rues, et à s'intégrer dans le dispositif « cœurs de quartier ».

Un nouveau programme de ravalement de façades (0,25 M€ en 2016) vise à réaffirmer les ambitions de la Ville en matière de préservation et de mise en valeur du patrimoine, notamment dans le cadre du projet de candidature à l'UNESCO.

Ce programme repose sur le **maintien du dispositif incitatif** pour tous les immeubles classés au titre des Monuments Historiques ou situés dans le périmètre du secteur sauvegardé (participation financière de la Ville maintenue à hauteur de 10% du montant total des travaux);

Il s'appuie également sur les campagnes de ravalement obligatoire, d'une durée de 5 ans avec une **dégressivité des aides dans le temps**.

Sur les Castalides, la poursuite de l'expropriation permettra de mettre fin au régime de la copropriété (2015- 2016) et à la suite de démolir l'immeuble (2016) répondant en cela à la demande du commissaire enquêteur (le budget total sur 2016 est de 8,4 M€). Quant-à la reconversion du site des Castalides elle sera intégrée dans une approche globale à l'échelle d'un projet urbain sur Mirail-université.



## Chiffres clés

**2,7** millions  $\text{teqCO}_2$  émises sur le territoire selon la méthode ORAMIP (Observatoire régional de la qualité de l'air, 2010) dont la Ville est adhérente.

### - Semaine du développement durable 2015 :

**4000** participants, **2500** visiteurs internet, plusieurs lieux à Toulouse, **45** événements

### - Alternatiba :

**35 000** visiteurs le 12 et 13 septembre 2015 pour cette manifestation visant à sensibiliser le public aux défis du changement climatique.

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**0,02 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,15 M€**

## Le contexte

En 2015, Paris accueille la COP 21, avec l'objectif de parvenir à un accord international pour limiter la hausse des températures, au niveau mondial, à 2°C d'ici 2100. Toulouse a organisé ou soutenu plusieurs événements ainsi qu'une campagne de communication au niveau local afin de mobiliser notre territoire sur ces enjeux majeurs pour l'avenir de notre planète. Au-delà de ces actions, nous devons nous adapter au réchauffement climatique pour réduire les vulnérabilités des populations. Sur le territoire communal, l'élévation globale des températures observée est déjà supérieure à la moyenne nationale.

Le profil climatique de Toulouse établi par Météo France en 2015 indique les éléments suivants :

- Selon le scénario au fil de l'eau, le réchauffement pourrait atteindre +4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005, et +6°C l'été
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario
- Assèchement des sols de plus en plus marqué au cours du 21ème siècle

Le défi climatique est d'autant plus important que notre territoire, de par son attractivité démographique, voit ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de manière tendancielle (+3% d'ici d'ici 2020 en l'absence d'actions d'atténuation) et que nos ressources sont limitées, en particulier la ressource en eau, elle-même fortement impactée par le changement climatique.

## Les objectifs pour l'année 2016

Dans le cadre de ses actions en faveur de la biodiversité, la Ville de Toulouse souhaite installer de nouvelles ruches sur le territoire de Toulouse accompagnées d'actions pédagogiques à l'attention des Toulousains.

Toulouse réalise des diagnostics de sols à la demande des services porteurs de projets et obligatoires.

Afin de permettre aux Toulousains de vivre dans un environnement de meilleure qualité, la Ville de Toulouse est adhérente de l'ORAMIP qui poursuit des actions sur la qualité de l'air et elle verse une subvention à l'association du Collectif contre les nuisances aériennes.

## ESPACES VERTS

### Chiffres clés

**900** points verts traités

**840** hectares

**160** parcs et jardins

427 000 € pour la réfection ou la création des aires de jeux d'enfants (La Vache, Lapujade, Bonnefoy, etc.)

**60 000 €** pour les Jardins Partagés (hors GPV)

**250 000 €** pour la renaturation d'espaces à fort potentiel écologique

**1 092 000 €** de travaux de plantation, de reprises d'allées et de réfection de clôtures dans les jardins et espaces verts

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**16,7 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**3,1 M€**

Dépenses d'investissement :

**3,7 M€**

## Le contexte

La Direction des Jardins et Espaces Verts met en œuvre une politique respectueuse de la biodiversité tout en conciliant principes de gestion durable et usages des espaces.

En cohérence avec les principes de gestion responsable des ressources, la Ville de Toulouse œuvre pour la mise en conformité des réseaux d'arrosage, la rénovation et la restauration des fontaines publiques, visant à améliorer la qualité de l'eau et à réduire la consommation.

Le fleurissement évolue avec le développement d'une palette de vivaces pour valoriser la ville et ses espaces verts tout en limitant les besoins en eau.

## Les objectifs pour l'année 2016

Dans le cadre des grands projets urbains, la présence du végétal est affirmée et s'illustrera notamment dans les opérations d'aménagement autour de la Piste Classée de Montaudran et dans les différents projets en centre ville. Les aménagements d'envergure se poursuivront dans les quartiers de Bellefontaine, Bagatelle, Empalot, Reynerie.

Nombre de jardins et d'espaces verts seront également restructurés afin de mettre en valeur le végétal tout en retravaillant leurs usages récréatifs et le confort des traversées piétonnes. Les travaux concerneront autant des jardins majeurs en cœur de ville (reprise des allées du Grand Rond) que des jardins plus périphériques (Jardin du Pech) ou des sites plus boisés (Parc Du Barry).

En outre, le renouvellement des arbres vieillissants de la Peupleraie des Argoulets, commencé à l'automne 2015 pour sa première tranche, va se poursuivre en 2016. Une plantation dense d'arbres et d'arbustes variés viendra avantageusement remplacer cette plantation jusque là monospécifique. Ce renouvellement se poursuivra jusqu'en 2019 ou 2020.

### LA RÉGIE AGRICOLE

Après la modernisation du chais, l'amélioration de la qualité du vin se poursuivra par la restructuration du vignoble.

6 ha seront remplacés par de nouveaux cépages et un verger de pommes destinées aux cantines scolaires.

2000 arbustes champêtres rendront les « Agroparcs » plus attractifs pour les visiteurs.

La mise en vente des vins « BIO », l'ouverture d'un magasin au domaine et la refonte des tarifs contribueront à l'obtention de l'équilibre économique.

## GESTION DES VOIES D'EAU

### Chiffres clés

#### - Plan d'eau de la Garonne et Canaux

**150** volontaires mobilisés pour la journée « propreté des berges Canaux et Garonne » (04/05/15)

**242 m<sup>3</sup>** de déchets collectés sur les plans d'eau de la Garonne et des canaux

**175 m<sup>3</sup>** d'embâcles évacués du plan d'eau de la Garonne.

**1200 m<sup>3</sup>** de vase extraits du canal de la Loge afin de maintenir les activités découverte Canoe Kayac ; dont 240 m<sup>3</sup> de vases valorisées pour stabiliser les berges de la Prairie des Filtres.

**1500** plants d'hélophytes (plantation en berges) sur la Prairie des Filtres.

#### - Port Saint Sauveur

**2<sup>EME</sup>** labellisation Pavillon bleu pour le Port Saint Sauveur en 2015

**3 000** visiteurs lors de Canal en fête 2015 : Exposition, animations et spectacles autour de la barque de poste de 1818, présentation des sports nautiques (aviron, canoë, dragon boat), ateliers pêche

**320** personnes dont 80 scolaires accueillis dans le cadre de Semaine du Développement Durable 2015: sensibilisation à la flore et à la faune du Canal du Midi, communication autour du chancre coloré (parasite du platane) en partenariat avec VNF

**+6 %** de chiffre d'affaire par rapport à 2014

**+11 %** sur la fréquentation (nuitées) par rapport à 2014

#### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 : **0,3 M€**

Dépenses de fonctionnement. : **0,6 M€**

Dépenses en investissement : **0,4 M€**

Recettes de fonctionnement : **0,14 M€**

### Le contexte

Les voies d'eau constituent à Toulouse un patrimoine exceptionnel : le Canal du Midi est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et la Garonne est classée Natura 2000 au regard de la richesse de sa biodiversité.

Il s'agit de concilier la préservation de ce patrimoine historique avec le développement des activités de loisirs. Dans cette perspective, plusieurs axes de travail ont été engagés en 2015 notamment sur l'amélioration de la propreté des voies d'eau, l'entretien du plan d'eau Garonne, la valorisation du Port St Sauveur. Afin d'améliorer la propreté des plans d'eau, la ville de Toulouse assure désormais la gestion complète du bateau nettoyeur « Midinet ». En outre des opérations régulières de nettoyage des berges de la Garonne et des canaux sont programmées, en partenariat avec des associations de quartiers, des commerçants, des riverains et des volontaires du service civique afin de sensibiliser le plus grand nombre.

Les opérations de gestion de la Garonne se poursuivent : enlèvement d'embâcles, de déchets...

La dynamique de valorisation du Port Saint Sauveur est prolongée. 8 anneaux supplémentaires ont été aménagés. La qualité de service du port a été récompensée par le renouvellement du label Pavillon Bleu avec les félicitations du jury. Deux animations majeures se sont déroulées au port en 2015 :

- la manifestation Canal en fête lors des Journées du Patrimoine. Plusieurs animations et expositions, films ont été présentés autour de la Barque de poste, bateau de transport de passager de 1818. Un village nautique a permis de réunir les clubs nautiques avec des initiations et ateliers pêche ;
- la Semaine du Développement Durable a permis de sensibiliser le public à l'environnement du Canal du Midi par la présentation de la faune et de la flore et sa préservation lors de conférences, d'ateliers ludiques et d'expositions.

Dans le cadre de la COP 21, la première table ronde autour du fret fluvial a été organisée avec VNF ; ce mode de transport particulièrement écologique est susceptible d'intéresser des partenaires privés. La réflexion sera prolongée en 2016.

### Les objectifs pour l'année 2016

La stratégie de préservation et de valorisation des voies d'eau sera poursuivie et amplifiée en 2016 avec la mise en œuvre du plan Canal et la célébration de l'anniversaire des 350 ans de la signature de l'Edit royal autorisant la construction du canal du midi et des 20 ans de son classement UNESCO. Les opérations de communication et d'animation seront poursuivies au delà du Port St Sauveur afin d'associer les toulousains à la protection du patrimoine des voies d'eau. Les actions engagées en matière de propreté, de gestion et d'entretien sur le plan d'eau Garonne seront poursuivies en lien avec les usagers. Ces actions permettront la mise en valeur des opérations pilotes sur la Garonne : terrasse flottante, haltes fluviales des ports historiques de Toulouse, notamment dans le cadre de l'Euro 2016. La stratégie de valorisation du Port St Sauveur sera prolongée ; ce site est à la fois une porte d'entrée sur l'agglomération pour les plaisanciers-touristes, et un accès vers le Canal et son patrimoine pour les toulousains. La démarche d'amélioration permanente sera poursuivie sur les volets économique (augmentation de la fréquentation et des recettes), environnemental (label pavillon bleu et objectifs développement durable) et social (accueil des scolaires, sensibilisation à la préservation du patrimoine historique et naturel).





# Toulouse ville responsable

PARTIE 2 :

**Promotion de la citoyenneté  
et services publics de proximité**

P.38 Démocratie Locale

P.39 Lutte contre les discriminations

P.40 Services à la population

P.41 Police Municipale



## DÉMOCRATIE LOCALE

### Chiffres clés

**3** services – **141** agents :

Mairies de quartier, Vie associative, Secteurs de DL

**6** secteurs – **20** quartiers

**5** maisons de la citoyenneté

**25** mairies de quartier, dont 5 dans les maisons de la citoyenneté

**200** associations résidentes à la maison des associations

Environ **300** réunions publiques organisées

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**5,5 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**0,12 M€**

Dépenses en investissement :

**1,3 M€ dont 1,14 M€ pour les enveloppes participatives**

## Le contexte

Après la mise en place de la nouvelle équipe municipale en 2014, les projets entrent désormais dans des phases plus opérationnelles : études de détail et mise en chantier pour certains projets, analyse de faisabilité et d'opportunité pour d'autres. Dans ce contexte, l'ingénierie de la concertation autour de ces projets prend une ampleur importante. Par ailleurs, la demande de participation et d'implication de la part des usagers et des associations va croissant.

Avec la signature du contrat de ville, qui va de pair avec la professionnalisation du pilotage et de la conduite de projets urbains, la caractéristique transversale de l'intervention des équipes de démocratie locale s'affirme sur tout le périmètre d'action de la collectivité : social, économique et urbain.

La fréquentation des maisons de la citoyenneté et des mairies de quartier conforte le rôle de vitrine et de décentralisation de ces équipements.

## Les objectifs pour l'année 2016

Renforcement de la réactivité dans le traitement des demandes de proximité. Les Maires de Quartier, portant la démocratie de proximité, sont maintenant reconnus. Leur implication pour le traitement des demandes de proximité est importante. L'adaptation de l'organisation, des méthodes et outils de la Démocratie Locale doit accompagner cet ancrage pour apporter l'appui nécessaire au traitement des demandes de proximité d'intérêt collectif.

En matière d'optimisation des ressources de la collectivité et de simplification des démarches, il convient de faire aboutir la réalisation, et de promouvoir l'utilisation du portail associations, sur le mode « dites le nous une fois ».

La collectivité est engagée de façon volontariste dans le projet « smart city », qui inclut un volet e-administration. Par ailleurs, on constate des progrès techniques majeurs dans les technologies numériques. Enfin, l'usage des smartphones par les usagers se développe largement. Cette convergence de facteurs positifs constitue une opportunité pour envisager la diversification des moyens et médias de concertation.

# LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

## Chiffres clés

**2000 m<sup>2</sup>** d'espace alloué à la lutte contre les discriminations (auditorium de 150 places, 5 salles de réunion, 2 salles d'exposition, centre LGBT, 15 associations proposant des permanences, bureaux de la Mission Égalité).

**36** associations subventionnées

**311** partenaires accueillis en 2015 dont 286 associations.

**39** expositions accueillies et **146** prêtées à des partenaires en 2015

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**0,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,3 M€**

Dépenses d'investissement :  
**0,07 M€**

## Le contexte

La lutte contre le racisme et les discriminations est une valeur républicaine. La Mission Égalité et le pôle handicap de la direction des politiques de solidarité y consacrent une vigilance permanente à travers leurs missions telles que :

- promouvoir la connaissance et l'observation des discriminations,
- communiquer pour transformer les représentations et faire reculer les stéréotypes,
- agir en partenariat sur les discriminations directes, indirectes et systémiques pour faire évoluer les pratiques des acteurs,
- promouvoir les diversités, la laïcité et le respect des droits humains.
- promouvoir la citoyenneté et la participation sociale et politique des étrangers au travers de Toulouse-Diversités ( conseil consultatif des Résidents Étrangers de Toulouse).

## Les objectifs pour l'année 2016

L'année 2016 sera marquée par la mise en œuvre d'un nouveau contrat de ville au travers duquel la prévention et la lutte contre les discriminations, au cœur de ses priorités, se déclinera en 3 plans d'actions :

- renouvellement et enrichissement du plan pour l'égalité des femmes et des hommes sur le territoire Toulousain ;
- développement d'un plan de prévention des discriminations dans le secteur de l'éducation ;
- poursuite du plan existant sur la lutte contre les discriminations sur le marché du travail avec prise en compte des facteurs d'évolutions (nouveaux phénomènes).

En 2016 d'autres actions seront également menées :

- Renforcement des actions de prévention de toutes les formes de discriminations par l'organisation de formations, de sensibilisations, d'expositions, de conférences et débats ;
- Développement du partenariat avec les associations engagées dans la lutte contre les discriminations ;
- Mise en œuvre d'outils et supports de communication variés (refonte du site internet **Toulouse contre les discriminations**, compte facebook, application mobile, brochures, expositions...).

## SERVICES À LA POPULATION

### Chiffres clés

#### - Elections :

**254 957** inscrits sur les listes électorales nationales au 1er mars 2015

**1278** ressortissants communautaires inscrits sur les listes électorales complémentaires au 01/03/15

**256** bureaux de vote répartis sur 66 sites au 1er mars 2015

**3770** jeunes recensés en 2014

**126** mises à disposition de matériel électoral en 2014 (798 urnes et 471 isolements)

#### - Etat Civil :

**12968** naissances

**4554** décès

**1290** mariages

**41110** mentions marginales sur les actes

**393373** actes délivrés

#### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**4,9 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**0,5 M€**

Dépenses en investissement :

**27 k€**

Recettes en fonctionnement :

**171 k€**

### Le contexte

Prise en compte des conséquences de la loi du 13 juillet 2015 visant à une ouverture exceptionnelle des listes électorales avec impact sur le calendrier de la révision électorale

Réflexion autour de l'organisation des lieux de vote, en lien avec les axes de transport et les besoins organisationnels (espace, accessibilité)

Optimisation des outils de traitement des demandes (e-recensement, composition des bureaux de vote, demandes d'inscription sur les listes électorales en ligne, fiabilisation), dans la perspective notamment des scrutins 2017 (élections présidentielle et législatives)

Développement de partenariats sur des actions thématiques : e-recensement, Journées Défense Citoyenneté, réseau ADUL (association des utilisateurs de logiciel qui cherche à adapter les logiciels aux évolutions réglementaires émises par le Ministère de l'Intérieur ou la Chancellerie)

### Les objectifs pour l'année 2016

Adapter le dispositif informatique avec la mise en place du module d'intégration des demandes en ligne – janvier 2016

Renouveler les ressources de fiabilisation (nouvelles requêtes, optimisation des traitements informatiques)

Assurer une traçabilité de l'activité du recensement citoyen

Mise en œuvre d'une plate-forme d'échange dématérialisé d'actes COMEDec (communication électronique des données de l'état civil) dans une perspective sécuritaire.

Guichet unique regroupant les déclarations de naissance, reconnaissance et décès



## POLICE MUNICIPALE

### Chiffres clés

**9500** mises en fourrière

**41270** missions accomplies

**2051** procédures

**252** policiers municipaux

**39** agents de surveillance de la voie publique (asvp)

**27** administratifs

**13** techniques

**110** caméras de vidéosurveillance installées

#### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**14,6 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**0,9 M€**

Dépenses en investissement :

**3,2 M€**

Recettes en fonctionnement :

**1,6 M€**

### Le contexte

La première année pleine de mise en œuvre d'une des priorités de l'équipe municipale voit désormais la police municipale présente sur la voie publique 24h/24 et 7 jours sur 7 et la vidéo protection monter nettement en puissance.

A cet effet, une grande réforme des plannings a abouti et commence à produire ses effets.

Une nouvelle convention de coordination entre police nationale et municipale fait l'objet d'un bilan positif et le succès de la compagnie motocycliste pour répondre aux sollicitations d'allô toulouse est incontestable (99 % de missions accomplies avec une moyenne d'intervention de 12 minutes).

### Les objectifs pour l'année 2016

Il s'agit de consolider et développer, par une présence visible des policiers municipaux, le retour à une ambiance sereine dans la ville, notamment la nuit. « Le sentiment d'insécurité doit changer de camp ».

Dans ce cadre, les objectifs poursuivis seront les suivants :

- réaliser la deuxième annuité de recrutement de 75 policiers pour atteindre un effectif total de 330 (dont 300 opérationnels terrain).
- Porter les effectifs prévus de la compagnie motocycliste de 13 en 2015 à 30 en 2016.
- Optimiser l'efficacité des patrouilles des policiers municipaux et des ASVP par la mise en œuvre de la géolocalisation.
- Compléter le maillage de la vidéo protection avec 136 nouvelles caméras (2,5 M€ inscrits en 2016 dans cet objectif)
- Dissuader les usagers de frauder dans le domaine du stationnement payant et enrayer les stationnements gênants ou abusifs par la multiplication du nombre de mises en fourrière en lien avec l'extension de son parc.



# Toulouse ville solidaire

- P.44 Éducation
- P.45 Cuisine centrale
- P.46 Petite enfance
- P.47 Enfance loisirs
- P.48 Animation socioculturelle
- P.49 Renforcement du lien social
- P.50 Logement
- P.51 Centre Communal d'Action Sociale
- P.52 Développement Social
- P.53 Séniors
- P.54 Hygiène et santé
- P.55 Sports

### Chiffres clés

**201** écoles publiques (94 élémentaires et 107 maternelles) et **33 096** élèves scolarisés

**5 390** élèves scolarisés dans les écoles privées (14%)

soit un total de **38 486** élèves

**106** CLAE maternels en régie et **3** en gestion associative

**94** CLAE élémentaires dont **32** associatifs et **62** en marchés publics

**28 000** enfants accueillis dans les CLAE et près de **27 000** demi-pensionnaires en moyenne.

**290 000 m²** environ de patrimoine bâti

#### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**73,6 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**29,6 M€**

Dépenses d'investissement :

**34 M€**

Recettes de fonctionnement :

**8,7 M€** (hors restauration scolaire)

## Le contexte

La forte croissance démographique constatée dans les écoles depuis plusieurs années s'est poursuivie en 2015/2016. Cela a donné lieu à l'ouverture de 52 classes.

La Ville accueille donc plus de 33 000 élèves aujourd'hui.

Dans ce contexte, l'éducation est une priorité forte de la Ville.

La loi de refondation de l'école a prévu l'élaboration d'un Projet Éducatif de Territoire (PEDT). Pour ce faire, la Ville a mené un important travail de concertation avec l'ensemble des membres de la communauté éducative. Le PEDT sera signé le 14 décembre 2015. Il vient compléter la Charte des CLAE en cohérence avec le Contrat Éducatif Local. Sa finalité est de fonder l'alliance éducative au service de la réussite de l'enfant.

## Les objectifs pour l'année 2016

Pour répondre à la croissance démographique de la Ville, la construction de nouvelles écoles est programmée à l'horizon 2020 (21,3 M€ inscrits sur le seul exercice 2016). Dès 2016, l'école Guilhermy sera livrée et les travaux de l'école Niboul commenceront (bâtiments, parking).

Par ailleurs, 9,7 M€ sont inscrits pour l'entretien, la maintenance et la rénovation du patrimoine scolaire. Ils visent à améliorer la sécurité et l'hygiène, à favoriser le bien vivre ensemble dans les écoles et à améliorer les conditions de travail du personnel.

La signature du PEDT constitue un levier pour la rénovation de l'école et l'évolution de l'offre périscolaire que la Ville a lancé en 2001.

Ces objectifs de politique éducative permettront à la Ville de développer et d'améliorer l'accueil des petits toulousains dans les écoles et de mettre en place une **alliance éducative dynamique**.

Le numérique est une réalité majeure de la vie quotidienne.

C'est pourquoi la Ville a décidé la mise en œuvre d'un plan TICE pour engager les écoles toulousaines dans l'ère du numérique (2,75 M€ sur 6 ans). En 2016, 500 000€ seront investis pour fournir l'accès aux ressources dans toutes les salles de classes et les équiper de vidéo-projecteurs interactifs.

## Chiffres clés

**31 600** repas produits chaque jour par la Cuisine Centrale dont **27 000** pour les enfants fréquentant les 201 cantines scolaires des écoles élémentaires et maternelles de la ville.

**90** agents qui œuvrent en cuisine pour améliorer toujours et encore la qualité des repas servis.

**23 %** des achats consacrés au bio (dont 85 % de bio local)

**36 %** d'achat local tout achat de denrées confondu.

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**3,6 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**11,8 M€**

Dépenses en investissement :  
**1,5 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**10,1 M€**

## Le contexte

La Cuisine Centrale assure la fabrication des repas servis dans les 201 écoles publiques de la ville. En application de la réglementation en matière de nutrition, elle propose des menus variés qui respectent un plan alimentaire garantissant des apports nutritionnels adaptés à chaque âge des convives.

D'importants travaux d'agrandissement ont eu lieu en 2015 et de nouveaux seront lancés en 2016 (1,25 M€ de travaux de mise en conformité inscrits sur l'exercice) pour permettre d'adapter les volumes de stockage au nombre de repas produits et ainsi garantir de meilleures conditions d'hygiène aux fabrications.

En septembre 2015, après une validation par Toulouse Fraternité, Conseil de la Laïcité, une mesure a été mise en place pour permettre aux parents de faire le choix pour leurs enfants de repas sans viande en alternative aux repas en contenant à été mise en place. Environ 30 % des enfants inscrits à la cantine ont fait ce choix, la viande est remplacée par du poisson, des produits à base d'œufs ou des produits végétaux à base de soja.

## Les objectifs pour l'année 2016

- Poursuivre l'amélioration de la qualité des repas servis.
- Accentuer la politique d'achat orientée vers la production locale dans les limites des possibilités offertes par le code des Marchés Publics.
- Lancer dès le premier trimestre une enquête sur la consommation des repas dans les cantines depuis la mise en place des menus avec et sans viande et mesurer le gaspillage alimentaire.
- Poursuivre la participation de la Cuisine Centrale aux diverses manifestations locales et nationales en rapport avec l'alimentation : journée de la gastronomie (septembre), semaine du goût (octobre), SISQA (décembre), semaine européenne (mai), rio loco (juin)...



## Chiffres clés

**56** structures en gestion municipale, **16** crèches CCAS, **3** haltes-garderies Mairie/CAF, **85** structures associatives subventionnées, **6** entreprises de crèches, **2** crèches d'entreprise

soit **5973** places, se répartissant comme suit :

- **3183** places en secteur public,
- **2222** places en structures associatives et mutualistes subventionnées (secteur privé non marchand),
- **568** places en crèches d'entreprises (dont crèches hospitalières et universitaires subventionnées) et en entreprises de crèches (secteur marchand non subventionné).

A cela s'ajoute l'accueil proposé par les **11** crèches familiales municipales (soit **800** places environ au domicile des assistantes maternelles).

**316** places créées en gestion publique et associative (entre mai 2014 et décembre 2015).

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**24,2 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**12,2 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**16,5 M€**

Dépenses d'investissement :  
**4,5 M€** (dont : **1,350 M€** pour la crèche Grand Selve et **1,350 M€** pour la création d'un multi-accueil Cité Nord).

## Le contexte

L'année 2016 sera marquée par la poursuite de l'effort ambitieux de création de places en crèches. 108 nouvelles places seront ainsi proposées aux familles toulousaines dont :

- 30 places pour le secteur public : ouverture du nouveau Multi Accueil Amouroux avec **0,4 M€** inscrits au BP 2016 (déménagement de l'ancienne structure avec extension de + 10 places) et extension de la halte-garderie Bellefontaine (+ 20 places).
- 43 places pour le secteur associatif subventionné par la Ville de Toulouse.
- 35 places avec l'ouverture d'une crèche privée.
- Un nouveau Relais Assistants Maternels ouvrira par ailleurs ses portes en 2016.

## Les objectifs pour l'année 2016

Offrir aux familles un mode de garde adapté à leurs besoins en lien avec l'activité professionnelle et/ou la recherche d'un emploi, consolider le maillage du territoire, développer des pratiques professionnelles innovantes, tels sont les principaux objectifs de l'année 2016 :

- La poursuite de la création de places en accueil collectif.
- L'optimisation du fonctionnement existant avec une meilleure occupation des établissements et de nouvelles modalités dans l'attribution des places en crèche.
- Le maintien d'une offre variée de modes de garde pour répondre aux besoins spécifiques de chaque famille (accueil collectif, accueil familial, accueil par les assistants maternels indépendants).
- La qualité de l'accueil de l'enfant et de sa famille pour maintenir un climat de confiance et de partage dans un environnement bienveillant et rassurant.
- Le soutien réaffirmé au secteur associatif.
- La diversification des modes de gestion des établissements (public, associatif, privé).

## Chiffres clés

**109** accueils de loisirs à Toulouse dont **62** municipaux et **47** associatifs

près de **10 000** enfants différents accueillis en 2015 dans les structures de loisirs municipales

**320** enfants en situation de handicap accueillis en 2015 dans une démarche d'inclusion

**15** ludothèques dont 5 municipales

**4** centres de vacances dans les Pyrénées (près de **40 000** journées participants en 2015)

**139 810** journées facturées accueil de loisirs, mini-séjours et séjours vacances pour l'été 2015

**2 500** personnes mobilisées sur la période estivale

**335 700** journées accueil de loisirs, mini-séjours et séjours vacances attendues pour 2016,

**103 320** journées d'accueil hôtelier sur les sites toulousains (dont « école ailleurs »)

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**12 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**7.6 M€**

Dépenses d'investissement :  
**1,1 M€ (0,4 M€** pour la salle polyvalente BAM et **0,3 M€** pour le centre extérieur Jurvielle)

Recettes de fonctionnement :  
**18,8 M€ (15 M€** au titre du Contrat Enfance Jeunesse)

## Le contexte

- Les questions d'éducation sont plus que jamais au cœur de l'actualité sociale et économique. La cohérence territoriale de l'offre de loisirs se pose comme un enjeu de développement local et national. Le temps extrascolaire s'inscrit en complément de la famille et de l'école. Il participe aux processus complexes de la socialisation. C'est un temps d'expérimentation et d'épanouissement qui vise l'émancipation des individus et répond à un besoin social.

Les accueils de loisirs, les séjours de vacances, les mini séjours et les ludothèques constituent une offre variée et graduée en fonction de l'âge des enfants et des destinations dans le cadre d'un service public accessible à tous. Les formules de loisirs proposées sont complémentaires et contribuent par la mixité au mieux vivre ensemble et à la lutte contre les inégalités sociales, culturelles et territoriales.

Quelques dates à retenir :

- 28/05/15 : Accueil des nouveaux animateurs pour la signature officielle des contrats de travail de l'été
- 03/10/15 : Organisation des portes ouvertes des accueils de loisirs
- 27/10/15 : Réception du Maire salle des Illustres à l'attention des équipes mobilisées tout l'été
- 29/10/15 : Renouvellement de la signature de la convention « Ville Amie des Enfants »
- 08/12/15 : Rencontres inter-professionnelles des accueils de loisirs municipaux et associatif sur le thème du vivre ensemble.

## Les objectifs pour l'année 2016

La Direction Enfance Loisirs souhaite développer la culture ludique et moderniser ses modes de gestion. Elle mise sur une alternance entre les services de proximité (ADL 3/6, Ludo-plage...) et la recherche de mobilité à Toulouse et à l'extérieur (Pyrénées, Corse, Espagne ...). Par ailleurs, ses actions éducatives s'inscrivent dans le cadre des nouveaux dispositifs contractuels. L'accueil des enfants en situation de handicap reste une priorité.

La DEL vise toujours à :

- Mettre en œuvre des orientations du Projet Éducatif de Territoire (PEDT)
- Suivre le schéma de développement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ)
- Construire des actions conformes au Contrat de Ville dans les quartiers politique de la Ville
- Poursuivre la démarche qualité engagée avec les partenaires institutionnels (CAF + DDCS)
- Renouveler pour 2 ans la gouvernance des Accueils de Loisirs Toulousains (ADLT)
- Équilibrer l'offre et la demande par une meilleure cohérence territoriale (CCAADL)
- Valoriser l'offre de loisirs toulousaine au sein des réseaux nationaux (UNAT, salon des Maires, Colloque de la Gazette ....)

# ANIMATION SOCIOCULTURELLE

## Chiffres clés

**16** centres culturels et d'animation et **8** Maisons de Quartier dans tous les secteurs de la commune.

**13** associations socioculturelles subventionnées à l'année (**7** Maisons des Jeunes et de la Culture et **5** associations d'importance telles le cercle Laïque « Jean Chaubet », l'ASC Montaudran, ou encore le Centre Culturel des Minimes.

**475** spectacles et 100 expositions

**150** disciplines proposées en pratique amateur pour tous publics.

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**13,2 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**4,5 M€**

Recettes de fonctionnement :

**0,65 M€**

Dépenses d'investissement :

**3,8 M€** dont **0,8 M€** pour l'Espace St Cyprien Réclusane, **1,5 M€** pour les centres d'animation Pradettes et Lalande.

## Le contexte

La Direction de l'Animation Socioculturelle (DASC) déployée, entre un service central et 16 Centres Culturels et d'Animation, propose une offre culturelle et de loisirs de proximité aux toulousains. Celle-ci se décline en une programmation de spectacles et d'expositions, accompagnée d'actions de médiation et de multiples possibilités d'activités artistiques, sportives, créatives et récréatives, à travers des ateliers ouverts sur un éventail de plus de 150 disciplines. Le réseau des centres s'implique aussi activement dans l'animation locale et la dynamique associative. La DASC contribue notamment au soutien de 13 structures socioculturelles principales, dont 7 Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) qui œuvrent pour la même mission.

## Les objectifs pour l'année 2016

Les centres de l'Animation Socioculturelle, étoffés d'un nouvel équipement "la Brique Rouge" sur le quartier d'Empalot, poursuivront leurs missions s'attachant à travailler étroitement avec les acteurs locaux au plus proche des habitants du territoire, dans une cohérence d'initiatives. Les partenariats noués avec les grands événements et festivals toulousains, tels Rio Loco, Rose Béton, le Marathon des Mots, seront renforcés dans les quartiers toulousains. De nouvelles animations de quartier bénéficieront d'une nouvelle dynamique, comme la fête du Faubourg Bonnefoy devenant des rendez-vous récurrents pour fidéliser un public attaché à la convivialité.

Enfin, l'offre estivale d'animation sera développée au bénéfice des enfants, des jeunes et des familles, notamment dans les quartiers populaires.

# RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL

## Chiffres clés

1 village d'insertion, 2 terrains d'accueil et 22 logements pour les projets d'insertion des ressortissants européens.

1 équipement municipal : Espace social du Grand Ramier (3 385 bénéficiaires de l'aide, 158 865 repas servis) et différentes prestations pour les plus démunis, dont des places d'hébergement d'urgence lors du plan grand froid et des douches à l'espace Bonnefoy.

40 associations subventionnées œuvrant en faveur des personnes en situation de précarité.

Près de 40 associations fortement mobilisées dans la mise en oeuvre d'actions en faveur de l'accessibilité pour tous en s'impliquant dans un travail de partenariat et concertation avec les services de la ville.

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**3,6 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**1 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,06 M€**

Dépenses d'investissement :  
**3,2 M€** dont **1,6 M€** pour la poursuite de la mise en Accessibilité des Etablissements Recevant du Public et **1 M€** pour la mise en accessibilité du Musée des Augustins.

## Le contexte

La ville de Toulouse et son CCAS mènent des politiques publiques en direction des publics fragilisés en complémentarité avec l'action de Toulouse Métropole, de l'État et du Département. Cette action visant le renforcement de la cohésion sociale est structurée autour des axes suivants :

- la lutte contre les phénomènes d'exclusion notamment en direction des grands précaires, des ressortissants européens et des gens du voyage.
- dans le cadre de l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la ville de Toulouse mène des actions et développe des projets à l'attention des publics en situation de handicap.

## Les objectifs pour l'année 2016

### LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

La Direction des Politiques de Solidarité poursuivra son action en partenariat très étroit avec les institutions de l'État dans :

- l'accompagnement de projets d'hébergement d'urgence (participation au plan hivernal, mise à disposition de locaux),
- la poursuite du plan d'action concernant l'accompagnement des ressortissants européens et la résorption des campements illicites au travers d'une Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale.
- la création d'un service Action Médiation Insertion permettant de travailler en amont de l'intervention de la Police Municipale et en complémentarité ; pour s'inscrire dans un projet innovant relevant d'une nouvelle Gouvernance de la Tranquillité Publique par la mise en place d'une approche humaine, pédagogique et sécuritaire.

### HANDICAP : LE DÉFI DE L'ÉGALITÉ

Le Domaine Accessibilité et Handicap est mobilisé autour des enjeux posés autour de l'accessibilité de tous à tout et s'est engagé dans un travail de concertation avec les partenaires associatifs représentant les personnes en situation de handicap ainsi que les seniors.

L'année 2016 consolidera l'engagement de la collectivité sur les thèmes de **l'accessibilité et du mieux vivre ensemble.**

## Chiffres clés

**101** dossiers instruits en 2015 dans le cadre de l'Aide à l'amélioration de l'Habitat des personnes âgées et en situation de handicap,

**107** prêts à taux zéro accordés dans le cadre de l'accession sociale à la propriété,

**140** dossiers instruits dans le cadre du dispositif d'avance du premier mois de loyer pour les étudiants louant un logement sur la commune de Toulouse.

**54** logements vacants du patrimoine communal, allant du T1 au T5, mis à disposition dans le cadre du dispositif « Logements passerelles » avec **163** ménages accueillis depuis la création du dispositif dont **36** nouveaux entrants et **80** dossiers instruits en 2015 (accidents de la vie, accueil de femmes victimes de violences conjugales)

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**0,7 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,2 M€**

Dépenses en investissement :  
**1,9 M€**

Recettes en investissement :  
**1,8 M€**

## Le contexte

Dans un contexte économique financier et social défavorable à la solvabilité des ménages, et face à une crise du logement croissante, la Ville de Toulouse a souhaité consolider le dispositif des logements dits passerelles, et ce, afin de répondre aux concitoyens en situation d'urgence au regard du logement.

Face à une précarité croissante, l'année 2015 a permis de mettre à disposition plus d'une cinquantaine de logements vacants du patrimoine de la Ville, en vue de proposer une alternative au manque de places dans les structures d'accueil de publics en situation de rupture de logement, sans pour autant se substituer aux compétences et obligations de l'Etat en la matière.

Par ailleurs, la Ville de Toulouse complète son intervention au travers de dispositifs permettant le maintien à domicile des personnes vieillissantes et en situation de handicap par l'adaptation et l'amélioration de leur logement, le soutien du premier mois de loyers pour les étudiants, la remise sur le marché du locatif de logements sociaux vacants du parc privé et l'accession à la propriété pour les personnes à revenus modestes.

## Les objectifs pour l'année 2016

Dans ce même contexte de difficultés, la Ville souhaite procéder à l'aménagement du dispositif d'aide au logement des jeunes, en repérant les besoins réels de ce public en terme d'Habitat et ou d'aide à l'installation dans le logement, et ce, afin de permettre un maillage cohérent des différentes aides et politiques locales en faveur de ce public.



## Chiffres clés

Gestion de **46** établissements sociaux et médico sociaux employant **1 400** agents soit :

- **18** établissements pour personnes âgées dont **9** EHPAD,
- **16** crèches,
- Un institut médico-éducatif, un Centre Maternel, une maison pour enfants à caractère social,
- Un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)
- Des services d'aide et d'action sociale et un centre de santé.
- Un budget de fonctionnement s'élevant à **72,9 M€**.

## BUDGET 2016

Subvention municipale versée au CCAS : **17,3 M€**

## Le contexte

Le Centre Communal d'Action Sociale, établissement public autonome, assure une mission d'aide et d'action sociale en convergence avec les politiques municipales de solidarité ; en faveur notamment des seniors, de la lutte contre l'exclusion et de la petite enfance. Il veille à adapter et moderniser ses services et établissements, et ce dans un contexte budgétaire très difficile compte tenu des contraintes imposées par les organismes de tarification. Dans ce cadre, le CCAS a poursuivi les projets engagés :

- Préparation de la restructuration de l'EHPAD Bellefontaine,
- Humanisation des conditions d'accueil du CHRS,
- Négociation pour la création d'un Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) avec le CHU, pour assurer la prestation blanchisserie.

## Les objectifs pour l'année 2016

Poursuivre une politique de rénovation et de modernisation des structures d'accueil par :

- la poursuite des mises aux normes incendie et accessibilité des établissements,
- la Réflexion sur la reconstruction des EHPAD Bellefontaine et Tourelles
- la Réfection de la cuisine de l'EHPAD quartier des Minimes
- l'Informatisation du dossier soins des établissements pour personnes âgées et pour l'Institut Médico- Educatif Montaudran,

Instaurer une maîtrise de ses coûts par :

- Une gestion rigoureuse nécessitant la mise en place d'outils efficaces,
- La modernisation et la rationalisation du traitement du linge assurée par la blanchisserie centrale,
- La mise en place d'une politique globale et harmonisée de gestion de la filière gériatrique

## Chiffres clés

### DOMAINE ACCUEILS JEUNES

**1 647** jeunes accueillis  
dans **14** structures

**220** jours d'ouverture  
annuelle par structure

**419** sorties proposées  
(2 751 participants)

**38** séjours/camps/chantiers  
organisés (236 participants).

### LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ

#### Contrat local d'Accompagnement à la Scolarité :

+ de **2 565** enfants bénéficiaires  
pour l'année scolaire 2015 –  
2016 dont + de **1 130** écoliers,  
+ de **1 150** collégiens et plus  
de **270** lycéens accompagnés  
par **28** opérateurs du CLAS  
dont la Ville de Toulouse.

#### Dispositif de la Réussite Éducative :

**547** Parcours de Réussite Éducative  
(PRE) pour des enfants et des  
jeunes de 2 à 16 ans et leurs parents  
issus de **32** Cellules de Veille et  
de Réussite Éducative. 36 % des  
enfants ont entre 2 et 11 ans.

#### Accompagnement des « réseaux d'Éducation Prioritaire » (REP et REP+) :

**62** écoles et **9** collèges  
répartis sur les territoires de  
la Politique de la Ville.

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**4,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**6 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,9 M€**

Dépenses d'investissement :  
**0,8 M€**

## Le contexte

Les Accueils Jeunes proposent un accueil libre aux 11/25 ans, tout au long de l'année, dans un cadre convivial et agréable. Les structures sont pour l'essentiel implantées dans des territoires du Contrat de Ville. Les équipes d'animateurs et d'éducateurs spécialisés sont à l'écoute afin de répondre de manière collective et/ou individuelle aux différents besoins exprimés.

Dans un contexte d'ouverture sociale et de respect, ils veillent à favoriser les échanges et la discussion. Disponibles et très présentes sur le terrain, les équipes des Accueils Jeunes accompagnent les jeunes dans leurs démarches d'insertion et plus globalement dans leur processus de socialisation.

Le projet de Réussite Éducative propose des Parcours de Réussite Éducative (PRE) aux jeunes Toulousains scolarisés de 2 à 16 ans. Chaque PRE fait l'objet d'un diagnostic initial élaboré en Cellule de Veille et de Réussite Éducative, co-animée avec l'Éducation Nationale dans les établissements publics des 1er et second degrés.

Le Contrat local d'Accompagnement à la Scolarité s'adresse aux élèves de 6 ans et plus. Il est centré sur l'aide aux devoirs, l'éveil à la culture et l'accompagnement à la parentalité. Cet accueil offre un espace d'information, de dialogue et d'écoute pour les familles.

## Les objectifs pour l'année 2016

En 2016, le service Accueils Jeunes va poursuivre ses actions de prévention, d'accompagnement et de loisirs éducatifs. Deux équipes vont intégrer leurs nouveaux locaux situés à Bourbaki et aux Pradettes et une nouvelle structure sera inaugurée à Amouroux. Parallèlement, un projet de développement va être élaboré, tenant compte du Contrat de Ville, du Contrat Enfance Jeunesse, du Projet Éducatif De Territoire ainsi que de l'évolution du cadre institutionnel (la loi NOTRe permettant le transfert éventuel de la compétence de prévention spécialisée du département à la Métropole).

Le projet de Réussite Éducative, comme les actions d'accompagnement à la scolarité, s'inscrit pleinement dans le prolongement de l'action conduite par la Ville en collaboration étroite avec l'Éducation Nationale. La Réussite Éducative est un support central du volet éducation du Contrat de Ville par son approche individualisée et singulière. Elle devra continuer à développer des réponses innovantes aux difficultés rencontrées par les enfants vulnérables en lien avec leur(s) parents(s), et s'inscrire au plus près du Projet Éducatif De Territoire.

### Chiffres clés

**10** restaurants seniors sur le territoire de la commune avec une fréquentation moyenne de **40** personnes par jour - **ouverture depuis mars 2015** d'un 10<sup>ème</sup> restaurant à Reynerie

**70** clubs seniors associatifs avec un total de **7 500** seniors Toulousains

Un Point Information Seniors recevant plus de **36 000** seniors par an, qui élargit ses services à la gestion des inscriptions aux activités seniors,

Près de **13 000** seniors bénéficient des festivités de fin d'année, notamment du colis de Noël offert sans condition de ressources.

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**2,5 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**1,3 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**233 k€**

Dépenses d'investissement :  
**867 k€**

## Le contexte

La ville de Toulouse compte 76 000 seniors de plus de 60 ans soit 17 % de la population. Le vieillissement démographique est inéluctable avec un allongement continu de la durée de vie. Le bien être du senior dans la ville, la qualité de vie quotidienne de tous les seniors constituent des enjeux majeurs pour la collectivité.

En complémentarité du Centre Communal d'Action Sociale qui intervient auprès des personnes âgées en perte d'autonomie ou dépendantes, la Ville de Toulouse développe une politique de proximité et de solidarité en faveur de plusieurs générations de seniors, du jeune retraité à la personne très âgée, vivant à son domicile. Ces différentes tranches d'âge de retraités imposent des approches

## Les objectifs pour l'année 2016

Le projet municipal en direction des seniors se poursuit en 2016 autour de plusieurs axes :

- l'accueil, l'information, l'accompagnement des seniors en facilitant l'accès aux services publics,
- l'ouverture de deux nouveaux restaurants seniors, sur le quartier de La Terrasse dès le premier semestre et sur le quartier Saint-Simon au deuxième semestre (**350 K€** inscrits au BP 2016),
- l'accès aux loisirs culturels, sportifs, numériques avec l'ouverture des premiers Espaces Seniors Connectés sur plusieurs quartiers. Le but étant de développer l'accès des seniors aux activités numériques, du débutant au senior déjà expérimenté et également la création du premier Parcours Santé dans la ville,
- la prévention des effets du vieillissement avec une diversité d'initiatives associant les acteurs locaux compétents,
- la lutte contre les situations d'isolement et de précarité, avec notamment la mise en place du dispositif « Allô Seniors »,
- le développement d'échanges intergénérationnels,
- l'organisation de manifestations à l'instar de la **Semaine Senior et plus**, désormais installée place du Capitole au mois de septembre.

## Chiffres clés

### SANTE ENVIRONNEMENT

**4 100** plaintes dont **1 362** via « Allô Toulouse » avec le pôle Hygiène Urbaine représentant : 1 947 plaintes, 1 853 enquêtes réalisées suite aux plaintes, **549** contrôles d'établissements alimentaires ayant entraîné 6 arrêtés municipaux et 1 arrêté préfectoral de fermeture temporaire.

### Prestations de dératisation et désinsectisation avec le Centre 3D :

**4 802** interventions dont 1 370 chez les particuliers et 3432 sur les sites municipaux

**4 tonnes** de linge lavé

### Prestation de fourrière animale avec l'ATPA :

**739** animaux capturés.

Ramassage de **523** animaux morts sur la voie publique.

### SANTE PUBLIQUE

#### Prestations du Service médical :

**8 178** vaccinations, **832** Projets d'accueil individualisé (PAI) et **8** audits d'hygiène dans les écoles.

#### Axe Promotion de la santé :

**46** actions dont **20** pour les Ateliers Santé Ville

**66** associations subventionnées à hauteur de 302 000 €

**27 500 €** alloués par l'ARS dans le cadre d'appels à projets nutrition

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 : **3,7 M €**

Dépenses de fonctionnement : **1,4 M €**

Recettes de fonctionnement : **2,4 M €** (dont 2 M€ de dotation globale de fonctionnement)

Dépenses d'investissement : **0,1 M €**

Recettes d'investissement : **0,05 M €**

## Le contexte

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) exerce des activités qui visent à préserver la santé de la population en lien avec l'environnement : habitat, bruit, alimentation, animaux errants, insectes, rongeurs, pigeons, déchets dangereux, transmissions de maladies infectieuses, vaccinations, veille sanitaire.

Ces actions s'appuient sur des missions réglementaires en santé environnementale, en particulier en matière de contrôle administratif et en application des règles d'hygiène mais aussi sur la volonté d'agir pour le bien être et la santé des toulousains.

Le deuxième axe d'intervention du SCHS est la promotion de la santé, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : une évaluation de son plan municipal de santé a permis d'ajuster certaines actions auprès des populations les plus démunies, de manière à les intégrer dans le volet santé du Contrat de Ville Toulouse Métropole.

## Les objectifs pour l'année 2016

- Animer le conseil local de santé mentale
- Conforter les projets nutrition de la ville en inter services
- Réduire les risques en milieux festifs, grâce au dispositif « Fêtons Plus, Risquons Moins »
- Participer à la lutte contre les inégalités sociales de santé
- Renforcer les contrôles sanitaires des marchés
- Mettre en place des actions de prévention auprès des associations qui gèrent et animent les épiceries solidaires
- Intensifier les enquêtes entomologiques de prévention auprès des administrés
- Suivre la régulation de la population féline

## Chiffres clés

**14** piscines  
**2** patinoires  
**46** courts de tennis (13 couverts + 33 extérieurs)  
**111** terrains de foot (dont 20 synthétiques)  
**103** salles-gymnases-dojo  
**45** plateaux sportifs extérieurs (pistes athlétisme, aires de lancers, aires de saut, aires de fitness, pumptrack)  
**6** pistes de bécoss  
**9** skate parks  
**34** city stades  
**3** frontons, 2 murs à gauche, 1 trinquet  
**1** pas de tir à l'arc  
**1** parcours canoë kayak  
**2** bases d'aviron  
**511 293** heures ont été planifiées pour des activités terrestres et aquatiques  
**3 325 384** entrées enregistrées sur les équipements sportifs municipaux  
**1 110 764** entrées piscine (en augmentation de + 38 831 par rapport à 2015)  
**38 518** personnes inscrites aux activités sportives.  
**580** stages tout public  
 Le service des Sports a aussi accueilli **86** établissements spécialisés, soit **1 230** personnes  
**357 833** visites à Toulouse Plages  
**526** manifestations sportives

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 : **25,2 M€**

Autres dépenses de fonctionnement : **11,3 M€**  
(2,1 M€ pour l'Euro)

Dépenses en investissement : **21,5 M€** dont 2,01 M€ (héritage UEFA), 7,2 M€ (Arnauné) et 8,3 M€ (Stadium)

Recettes de fonctionnement : **4,5 M€** dont 1,5 M€ dans le cadre de l'Euro 2016

Recettes en investissement : **7,9 M€** (6,8 M€ de subventions pour les dépenses liées au Stadium)

## Le contexte

2015 est marquée par la finalisation des travaux du Stadium en vue de l'EURO 2016, la réalisation de la nouvelle pelouse et la mise en place des nouveaux sièges destinés essentiellement à la compétition mais surtout au TFC et au Stade Toulousain Rugby.

Des travaux majeurs ont commencé au stade de la Ramée pour rénover le terrain d'honneur et sa tribune en vue d'héberger un camp de base pour une équipe de l'Euro 2016 et constituer un héritage pour les toulousains.

Le soutien aux clubs sportifs a été confirmé par l'attribution d'une enveloppe financière réajustée en fonction du programme d'économies en cours.

## Les objectifs pour l'année 2016

### STADES ET TERRAINS DE GRANDS JEUX

Fin des travaux du Stadium et début des travaux du Stade Arnauné.

Poursuite du programme de création de terrains synthétiques, finalisation des mises aux normes en vue de l'EURO 2016, remplacement de certains tapis de terrains synthétiques.

### GYMNASES ET SALLES DE SPORTS

Poursuite du plan d'entretien et de rénovation des équipements existants.

### PISCINES

Travaux d'entretien et mises aux normes pour maintien d'un service public maximum. Mise en place d'écrans vidéo destinés à l'information des publics usagers.

### LES MANIFESTATIONS

Reconduction de la foulée des mille pattes qui accueille plus de 1000 élèves chaque année.

Reconduction du tournoi des écoles et de la fête des CLAE en partenariat avec l'Education.

Reconduction de l'opération « Nage avec les Dauphins » à la piscine CASTEX pour les enfants du primaire en partenariat avec les Dauphins du TOEC.

Reconduction des courses urbaines dans les quartiers sensibles en partenariat avec l'Inspection Académique.

Reconduction de l'opération Toulouse Plages.

Reconduction des événements : Sentez vous sport , Festival.

Mise en œuvre du programme des animations sportives et culturelles en lien avec l'EURO 2016.

### LES ACTIVITÉS SPORTIVES ET LE VOLET ANIMATION

Conformément à la convention signée avec l'Education Nationale, apprentissage de la natation de la grande section de maternelle au CM2 et programmation « quasi exclusive » d'activités terrestres à encadrement renforcé.

Programmation variée sur les temps péri et extrascolaires.

Poursuite des partenariats avec les Directions Education, Enfance et Loisirs et Développement Social sur les temps périscolaires et extrascolaires.

Poursuite des interventions périscolaires dans les CLAE avec des projets spécifiques pour les écoles situées en quartiers prioritaires.

Poursuite du soutien dans le champ du handicap auprès de 91 établissements spécialisés.

Poursuite du soutien financier et matériel à plus de 130 clubs sportifs.





# Moyens et modernisation de l'action publique

**P.58** Ressources humaines

**P.59** Gestion des bâtiments communaux

**P.60** Schéma directeur immobilier municipal

**P.61** Systèmes d'information

## RESSOURCES HUMAINES

### Chiffres clés

#### Equivalents Temps Plein permanents (ETP) :

**7 777** agents (moyenne constatée à fin octobre 2015)

**200** départs à la retraite

**28 000** journées de formation (estimation)

#### Masse salariale du budget principal de la collectivité :

**362,9 M€** (tenant compte du transfert des agents du Muséum vers Toulouse Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et de l'intégration dans le budget principal des agents opérant pour le Théâtre Jules Julien issus de la Régie des Théâtres).

#### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**6,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**9,8 M€**

Dépenses d'investissement :  
**0,4 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**8,5 M€**

## Le contexte

Le pilotage des ressources humaines s'inscrit dans un cadre commun à la ville de Toulouse et à Toulouse Métropole depuis 2009. La mutualisation concerne l'ensemble des fonctions dites « support » : l'équipe de direction générale et l'ensemble des directions fonctionnelles (DRH, Commande publique, Systèmes d'information, Communication, Affaires juridiques, Analyses et études de gestion...) exercent leurs missions pour le compte des deux entités. Les directions mutualisées regroupent plus de 1500 agents permanents, représentant 15 % des effectifs permanents de la ville et de la métropole. Les flux financiers générés par ces mises en commun de moyens humains s'élèvent à 14M€ en dépenses et à 6,3M€ en recettes pour la ville. L'année 2016 sera marquée par le transfert vers Toulouse Métropole de certains équipements et services reconnus d'intérêt métropolitain ou relevant de nouvelles compétences : Orchestre national et Théâtre du Capitole, TNT la Cité, Cité de l'Espace, Muséum d'histoire naturelle et jardins de la Maourine, Zénith, Stadium et Palais des sports, Piste des géants, Hippodrome, circuit Daniel Pescheur, Centre des congrès Pierre Baudis et salons Marengo, service extérieur des Pompes funèbres.

## Les objectifs pour l'année 2016

Compte tenu du contexte budgétaire contraint par la baisse des dotations de l'État, l'objectif de maîtrise de la masse salariale est réaffirmé pour l'exercice 2016 : diminution du recours au personnel saisonnier, baisse de 1M€ en 2015 puis stabilisation prévue en 2016 des enveloppes affectées au personnel temporaire.

Sur des secteurs en tension tels que l'Éducation ou la Petite Enfance le recrutement d'Emplois d'Avenir est privilégié, permettant de bénéficier de recettes de l'État tout en favorisant l'insertion professionnelle des jeunes sur le territoire.

Les recrutements de personnels permanents seront restreints aux secteurs prioritaires (Police Municipale, Éducation, Petite Enfance). Toutes les directions recherchent systématiquement des pistes d'optimisation, limitant les coûts et permettant de maintenir le niveau de service public.

La prévention de l'absentéisme est un des sujets prioritaires de l'année 2016, ayant pour objectif de favoriser le bien être au travail et d'accompagner la reprise des agents. Une étude sera également menée sur les métiers à usure afin de permettre une prise en charge anticipée et une orientation précoce des agents vers une reconversion professionnelle.

L'accompagnement et le renforcement du rôle des managers constitue aussi un des enjeux majeurs de la collectivité pour 2016. L'objectif est de prendre en compte l'amélioration des conditions de travail des agents et de responsabiliser les cadres vis à vis des enjeux financiers et RH. A ce titre, un dispositif de formation d'envergure est proposé aux 1 400 managers et de nouveaux outils sont mis à leur disposition afin d'améliorer le suivi de leurs équipes (indicateurs et tableaux de bord, revues de personnel, ...).

Les démarches entreprises depuis plusieurs années en faveur de l'accueil et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap seront poursuivies (nouveau conventionnement triennal avec le FIPHFP). Le niveau d'action sociale en faveur du personnel sera maintenu.

# GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

## Chiffres clés

**38** métiers du Bâtiment

Plus de **2 000** bâtiments communaux représentant près de **1,4 M de m²**

**30 000 m²** de bâtiments supplémentaires à entretenir chaque année

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**17 M€**

Dépenses en fonctionnement :  
**27,7 M€** dont **17,2 M€** de fluides (eau , gaz, électricité)

Recette de fonctionnement :  
**0 €** (transfert de la vente de chaleur à la Métropole)

Dépenses en investissement :  
**7 M€** (maintenance réglementaire)

## Le contexte

La Direction des bâtiments et Énergies assure la maintenance des bâtiments de la Ville et des équipements techniques qui y sont associés. Cette maintenance constitue un enjeu économique, fonctionnel et sécuritaire très important pour la collectivité d'un point de vue réglementaire du fait de très nombreux établissements recevant du public (ERP) et agents techniques. Dans le même temps, la maîtrise de la dépense énergétique est un défi appelant une maintenance soignée, des investissements et des achats performants et un usage vertueux des bâtiments.

## Les objectifs pour l'année 2016

### POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES INTERVENTIONS

La productivité des interventions de maintenance dépend de l'organisation de la gestion des multiples demandes quotidiennes (entre 100 et 200 par jour). La consolidation des moyens consacrés à la plate-forme d'appel téléphonique, la contribution des demandeurs à une meilleure qualification des demandes et l'amélioration du retour d'information de leur part, devraient limiter le délai de prise en compte et rendre plus performante la gestion du plan de charge des équipes. Notons que quelques bâtiments font l'objet d'un contrat de maintenance multi technique.

### CONSOLIDATION DE LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Contrairement à la maintenance curative (consécutive à une demande de dépannage), la maintenance préventive anticipe les interventions d'entretien afin de limiter les risques de pannes ou de désordre. La cible de 75% des interventions en préventif et 25% en curatif est maintenue.

### PRIORISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le contexte financier ne permet plus de répondre à toutes les demandes d'amélioration ou d'embellissement des bâtis, le choix de maintenir les équipements en bon état est donc prépondérant sur les autres demandes.

### PÉRENNISER LES AMBASSADEURS ÉNERGIES

La sensibilisation des occupants des bâtiments municipaux aux économies d'énergie est progressivement réorganisée.

En effet, les emplois d'avenir qui assurent la mission d'ambassadeur énergie voient leurs contrats arriver à échéance en 2016.

Il s'agit dès lors de désigner des ambassadeurs énergie parmi le personnel des services. La première Direction à expérimenter ce dispositif de sensibilisation et de suivi des économies d'énergie est celle de l'Animation SocioCulturelle.

### PRISE EN COMPTE DU COÛT GLOBAL D'UN BÂTIMENT

La construction ou l'achat d'un bâtiment doivent être regardés en associant le coût de la maintenance et de l'exploitation tout le long de la vie de ce bâtiment. En effet, sur une durée de vie estimée de 100 ans, les coûts d'étude et de construction représentent 20 à 25% du poids financier du bâtiment tandis que les charges d'entretien et d'exploitation représentent 75 à 80%. Ces éléments seront systématiquement mis en perspective dans les études préalables des opérations nouvelles.



# SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER MUNICIPAL

## Chiffres clés

**Le Patrimoine immobilier est composé comme suit :**

**1 183 300 m<sup>2</sup>** (SHOB) en pleine propriété (hors concessions, affermages et baux emphytéotiques et hors bâtiments transférés à l'Etat, la Région et le Département) contre 1.249.387 m<sup>2</sup> en 2014

**32 382 m<sup>2</sup>** en location (pour rappel 44 140 m<sup>2</sup> en 2014)

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**2,3 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**3,2 M€**

Recettes en fonctionnement :

**2,1 M€**

Dépenses en investissement :

**7,7 M€**

Recettes en investissement :

**11 M€**

## Le contexte

Dans un contexte budgétaire contraint et marqué par la diminution significative des dotations d'État, il a été demandé à la Direction du Patrimoine de participer au rétablissement de l'équilibre budgétaire tout en conservant un niveau d'investissements élevé pour garantir aux toulousains des équipements de qualité.

Pour être en capacité de mettre en œuvre une gestion dynamique du patrimoine, une nouvelle organisation de la Direction du Patrimoine, devenue Direction de l'Immobilier, s'est mise en place pour 2016, autour de plusieurs axes :

- renforcement de la cellule Valorisation Immobilière qui devient un véritable service, avec pour mission d'expertiser les biens susceptibles d'être vendus et de trouver les solutions immobilières de remplacement pour loger les services
- structuration de la Direction autour de 3 Domaines, correspondants aux natures d'occupation des biens :

Domaine Occupants institutionnels

Domaine Occupants privés

Domaine Occupants associatifs

- création d'un service Ressources, support des 3 Domaines

## Les objectifs pour l'année 2016

La réflexion sur la réorganisation de la Direction a permis de faire émerger des axes d'amélioration. La transformation de la Direction du patrimoine en véritable direction de gestion du parc immobilier va permettre :

- la gestion optimisée de l'hébergement des associations. Le nouveau Domaine Occupants associatifs aura pour objectif de contractualiser avec toutes les associations logées par la Ville et la Métropole, avec le souci d'optimiser l'occupation des locaux ;
- l'optimisation du parc mairie, par la mise à disposition à titre onéreux des biens immobiliers ;
- l'arrêt de location dans le secteur privé et le repositionnement des services sur un parc en pleine propriété mairie ;
- la cession de biens identifiés, un plan de cession de terrains et de bâtiments municipaux est en cours de programmation. Ces ventes échelonnées jusqu'en 2020, et ce pour une enveloppe estimée à 30 millions d'euros de recette, permettront de ne pas avoir recours à l'emprunt pour des travaux d'importance sur le parc immobilier. L'impact budgétaire positif commencera à être perçu dès 2016 avec **11 M€ prévus au titre des cessions de patrimoine.**



# SYSTÈMES D'INFORMATION

## Chiffres clés

**6 974** postes agents

**407** postes publics

**2 200** postes dans les écoles

**220** kilomètres de fibre

**851** serveurs (tout type)

**8 040** téléphones internes

**2 050** lignes téléphoniques isolées

**3 440** lignes de téléphones mobiles (1 756 téléphones portables, 371 smartphones, 1 313 techniques (ex : parcmètre))

**412** tablettes

**1 050** radios

**355** applications métiers

**632** sites (bâtiments) distants interconnectés au réseau informatique de la collectivité

**12** bornes wifi pour 5 hotspots

## BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :

**6 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**5,8 M€**

Dépenses d'investissement :

**4,7 M€**

## Le contexte

La Direction des Systèmes d'Information a entamé une démarche de Schéma Directeur stratégique depuis le mois de mai 2015. Cette démarche qui n'est pas inédite, permet de disposer d'un alignement stratégique des missions de la DSI au regard du programme de la mandature.

Depuis 2 à 3 ans, la société toute entière est en train de vivre une période de bouleversement dans sa relation à l'outil informatique et à ses usages. En effet, la société intègre de façon très profonde une composante « numérique » qui touche principalement les relations entre la collectivité et les citoyens. En effet, ceux-ci sont - de plus en plus - en prise directe avec le système d'information de la collectivité, et cette tendance est renforcée par la facilité d'accès grâce aux outils nomades comme les smartphones. Parallèlement, ces mêmes citoyens ont un accès à une multitude d'informations et de services en ligne et sont en capacité de poster des commentaires et évaluations sur toutes formes de services publics.

## Les objectifs pour l'année 2016

- Poursuivre le développement de la relation usagers interconnectée avec les dispositifs de gestion du courrier, d'Allo Toulouse et d'accueil, augmenter les offres de téléservices intégrés aussi bien en mode Web que par des applications mobiles et pour des domaines de compétences variés.
- Un grand projet transversal lié à la dématérialisation permettant aussi bien une fluidité accrue du partage d'information interne que des gains significatifs en productivité.
- Le déploiement de schémas directeurs thématiques générateurs de retours sur investissement : immobilier, Système d'information RH et système d'information achats, marchés.
- Le déploiement du wifi dans la ville entamé au dernier trimestre 2015 sera poursuivi selon un schéma concerté avec le déploiement de la vidéoprotection.
- La ville de Toulouse a besoin de données et d'indicateurs en appui aux décideurs ainsi qu'aux Directions aux fins d'en assurer un pilotage efficient.
- La DSI va apporter l'appui du Système d'information aux initiatives « smart city ».



# Thématique transversale : le Grand Projet de Ville



# LE GRAND PROJET DE VILLE (GPV)

## Chiffres clés

Le Contrat de ville a été signé le 15 juillet 2015 pour 6 ans par 35 signataires dont l'ensemble des Collectivités Locales autour de 5 orientations stratégiques et 16 programmes opérationnels.

**12 quartiers** prioritaires pour la Ville de Toulouse comptant 54 000 habitants

**9 conseils citoyens** constitués mobilisant plus de 400 toulousains habitants les quartiers prioritaires

**4 Programmes** de Rénovation Urbaine dont 3 d'intérêt National (Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue, Bellefontaine, Empalot, Reynerie) et 1 d'intérêt Régional (Izards) inscrits au Protocole de préfiguration en cours d'élaboration

Poursuite des **3 conventions GPV** en cours pour un financement à hauteur de **787 M€** sur la période 2005-2017

### BUDGET 2016

Masse salariale 2015 :  
**0,5 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,2 M€**

Dépenses d'investissement :  
**7,5 M€** (dont **1,2 M€** de participation à l'aménagement de la Zac Empalot, **0,4 M€** pour la mise en place de jardins partagés dans les quartiers du programme de rénovation urbaine et **1,4 M€** pour la création du centre social Reynerie).

## Le contexte

En vertu de la Loi du 21 Février 2014, le **Contrat de Ville de Toulouse Métropole - regroupement du volet urbain GPV et du volet social CUCS** - vise à organiser l'ensemble des actions pour répondre aux difficultés des habitants des quartiers prioritaires, en mobilisant avant tout les politiques publiques portées par les institutions partenaires.

Le contrat de ville est co-piloté par le Préfet de Haute Garonne et le Président de la Métropole, qui associent étroitement les Maires des communes concernées mais également tous les partenaires institutionnels, acteurs locaux et habitants organisés au sein de Conseils Citoyens.

Le contrat de ville a vocation à rassembler l'ensemble des projets, mesures ou actions en faveur des habitants dans les domaines du cadre de vie, de la cohésion sociale, de l'emploi et du développement économique, de la jeunesse, de l'égalité femmes -hommes et de la lutte contre les discriminations.

## Les objectifs pour l'année 2016

En vue de réduire les inégalités entre les quartiers prioritaires et le reste de la Ville, le Contrat de Ville regroupe à la fois les **projets de rénovation urbaine**, de gestion de proximité piloté **dans le cadre du Grand Projet de Ville et les actions de développement social et économique**.

En 2016, dans la continuité des ateliers ayant permis l'élaboration du contrat cadre, les ateliers de co-construction se poursuivront afin de **préciser le projet de chaque quartier en y associant les Conseils Citoyens**.

**Sur le territoire du GPV** se poursuivent les opérations sur :

- Bagatelle retraitement du petit bois avec **0,5 M€** d'inscrits au BP 2016
- Réaménagement de locaux et bâtiments sur quartier Empalot avec le début des chantiers du centre commercial et le lancement de résidentialisations pour **0,4 M€** et la participation aux équipements de la Zac pour **1,2 M€**.
- Aménagement espace vert petit bois de Bellefontaine pour **0,7 M€**
- Construction du Centre social Reynerie pour **1,4 M€** et le Centre d'animation pour **0,5 M€**.

# 2016

## Rapport du budget primitif

.....